

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/42801]

**10 AOUT 2020. — Arrêté ministériel interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine**

La Ministre de la Forêt,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, les articles 3, § 1<sup>er</sup>, et 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> ;

Vu l'urgence motivée par le fait que la crise sanitaire que constitue la peste porcine africaine est une crise grave et très rapidement évolutive qui requiert une prise de décision immédiate compte tenu de la situation de terrain ;

Que pour lutter efficacement contre cette maladie animale infectieuse virale, de nombreuses mesures précoces (réseau de clôtures étendu), proactives (prospection intensive dans la zone infectée de 30 333 ha de forêts – soit un peu plus de 50.000 heures de recherches à l'heure actuelle, élimination des cadavres abattus ou retrouvés morts) et drastiques (effort intensif de destruction par piégeage et tir de nuit, intensification de la chasse, installation de points d'affût et appâtage homogène, mesures de biosécurité, augmentation sensible du matériel de lutte et de destruction mis à disposition : carabines spécifiques, déploiement d'un important réseau de *camératras* disposées, recours à des jumelles nocturnes) ont été adoptées par la Région wallonne dès la découverte du cas primaire de peste porcine africaine et aménagées au fur et à mesure du temps et de l'évolution de la maladie dans la zone infectée, la zone d'observation renforcée et la zone de vigilance, qui sont actuellement définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers ;

Que pour atteindre l'objectif final d'éradication de la maladie sur le territoire wallon, il est évalué, par les experts, que ces multiples mesures ne peuvent souffrir d'une circulation inadaptée en forêt au risque de compromettre tant la sécurité des intervenants qui luttent ou qui contribuent à lutter contre la maladie et qui visent son éradication que celle de celles et ceux qui souhaiteraient déambuler en forêt à des fins de loisirs ou à des fins non liées à la gestion de la maladie ;

Qu'en outre, il est considéré que le maintien d'une libre circulation en forêt risquerait d'accroître la propagation de la maladie en dehors de la zone infectée, soit vers des zones boisées non infectées soit par l'introduction de la maladie dans la filière d'élevage des porcs ou vers des porcs domestiques ;

Qu'en conséquence une décision d'interdiction de circulation en forêt a été adoptée par voie d'arrêtés ministériels successifs, dont le dernier en date est l'arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine ;

Que la combinaison des mesures de lutte adoptées et mises en place avec les interdictions successives de circulation en forêt a été considérée, et continue de l'être, tant par les experts européens spécialisés en la matière que par le Comité scientifique auprès de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA) (Comité scientifique auprès de l'AFSCA – avis rapide 09-2020 – Réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle des différentes activités en forêt) (dossier SciCom 2020/05) comme efficaces ;

Que cette efficacité est démontrée, d'une part par la diminution massive de la population des sangliers en zone infectée, et d'autre part par la diminution considérable de l'incidence apparente des cas viropositifs chez les sangliers depuis la découverte du cas primaire de peste porcine africaine ;

Que depuis le 11 août 2019, seuls des ossements de sanglier (derniers en date du 04 mars 2020 indiquant une mort datant de 4 à 6 mois par les experts vétérinaires), dont les analyses virologiques effectuées par le laboratoire de référence belge Sciensano démontrent qu'ils sont positifs au virus de la peste porcine africaine, sont découverts ;

Que ce constat a notamment pu être dressé, d'une part, suite aux périodes d'intensification des recherches (prospection) de cadavres organisées d'abord entre le 6 novembre 2019 et le 10 décembre 2019 puis ensuite entre le 05 février 2020 et le 25 mars 2020 ; cette deuxième période de prospection a été maintenue mais néanmoins aménagée compte tenu de la pandémie du COVID-19 et des mesures de lutte adoptées pour éviter sa propagation et, d'autre part, suite aux activités de recherches (prospection) de cadavres organisées et effectuées en continu par l'Administration depuis le 1<sup>er</sup> avril 2020 en tenant compte de l'évolution de l'épidémie du virus de la peste porcine africaine, des observations de terrain (présence/absence de sanglier, destructions par tirs de nuit, etc.) ainsi que des mesures de prévention à l'égard de la pandémie COVID-19 ;

Que si les résultats obtenus sont encourageants, il demeure encore acquis que la peste porcine africaine est toujours présente dans la zone infectée ; l'épidémie n'est pas encore résolue et ne le sera que lorsque la Commission européenne considérera que la Belgique a retrouvé le statut indemne à la peste porcine africaine ;

Que ces éléments engendrent une réévaluation du confinement de la maladie pour les différentes activités en forêt sans pour autant mordre sur l'enjeu primaire qui demeure la préservation de l'intérêt général ;

Que cette réévaluation des différentes activités en forêt est réalisée de manière continue à la lumière non seulement de l'avis rapide (09-2020) remis et approuvé par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA en date du 20 mars 2020 (dossier SciCom 2020/05), suite à la sollicitation effectuée par la Région wallonne le 19 février 2020, qui procède à l'évaluation des différentes activités en forêt au regard de leur risque de propagation du virus et dont la teneur a pu être discutée avec les experts régionaux en date du 10 avril 2020, ainsi que sur base de l'avis (06-2020) remis et approuvé par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA en date du 20 mars 2020 (dossier SciCom 2019/11) qui procède à une évaluation semi-quantitative des risques liés aux voies potentielles d'introduction de la peste porcine africaine de la faune sauvage vers les élevages de porcs domestiques et à sa propagation ultérieure dans les exploitations porcines, mais également des dernières données épidémiologiques connues, soit celles du 03 août 2020 ;

Que les derniers ossements positifs au virus de la peste porcine africaine qui ont été retrouvés ont été envoyés le 9 juin 2020 par Sciensano et à la demande de l'AFSCA, au laboratoire de référence européen « INIA » à Madrid, afin de déterminer par des mises en cultures, si les éléments de virus présents dans ces ossements pouvaient s'avérer contaminants pour d'autres sangliers,

Que les résultats de ces analyses, reçus le 7 juillet 2020, indiquent que tel n'est plus le cas, les mises en cultures ayant été négatives ;

Que cet élément justifie un réexamen de la balance des intérêts sanitaires, économiques et sociaux en présence ;

Que malgré ces résultats, le maintien du principe d'interdiction de circulation dans le milieu forestier apparaît toujours justifié et déterminant tant que la Belgique ne récupère pas un statut indemne à l'égard du virus de la peste porcine africaine, mais que cette interdiction peut néanmoins être assouplie, de façon à mieux rencontrer les intérêts économiques et sociaux sans les grever de charges devenues excessives au vu du rapport reçu le 7 juillet 2020 sur la contagiosité des ossements retrouvés ;

Que pour des raisons inhérentes à l'évolution de la maladie, à l'étendue du territoire concerné, aux dernières données scientifiques et épidémiologiques recueillies, ces différents paramètres sont en constante évolution et ne peuvent pas être complètement anticipés ;

Par conséquent, un délai de trente jours pour solliciter l'avis de la section législation du Conseil d'Etat est de nature à rendre ces données dépassées et à rompre l'équilibre fragile qui doit être maintenu entre les intérêts sanitaires, économiques et sociaux en présence ;

Que ces nouveaux éléments requièrent une adaptation des décisions et des mesures adoptées par la Région wallonne ou l'adoption de nouvelles mesures ;

L'urgence sollicitée est rencontrée ;

Vu l'avis 67.921 du Conseil d'Etat, donné le 7 août 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, et depuis la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez le sanglier, la Région wallonne a été obligée de prendre immédiatement plusieurs mesures drastiques en zone infectée en vue, d'abord, de freiner et d'éviter la propagation de la maladie vers des zones boisées non contaminées et l'introduction de la maladie dans des élevages porcins et, ensuite, d'éradiquer le virus de son territoire ;

Que ces mesures se sont matérialisées et continuent de se matérialiser notamment par la réalisation et la poursuite d'importantes opérations de destruction des sangliers notamment par piégeage et tirs de nuit, par la mobilisation d'un important dispositif de ressources humaines (adapté suite à la pandémie du COVID-19) et de ressources matérielles (achat et mise à disposition de carabines spécifiques, déploiement d'un important réseau de *camétraps*, augmentation du nombre de *spotters* de type jumelles nocturnes), par la réalisation et la poursuite d'intenses opérations de prospection et d'évacuation des carcasses et ossements des sangliers, par l'installation et l'entretien d'un réseau de clôture de plus de 300 kilomètres de long, par la conscientisation, la mise en œuvre et la formation à et de mesures de biosécurité et par l'installation d'un important dispositif de destruction par tir lequel se compose de nombreux points d'affût et d'appâtage à proximité de chemins empierrés dans la zone infectée ;

Que ces multiples mesures précoces, proactives et drastiques contre la maladie ont été adaptées et complétées, et continuent de l'être, au fur et à mesure de l'évolution de la situation sanitaire et des recommandations formulées par les experts et scientifiques régionaux, nationaux et européens spécialisés dans la gestion de la peste porcine africaine ;

Que ces mesures de lutte ne peuvent souffrir de troubles liés à une libre circulation en forêt, au sens du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, au risque d'en diminuer de façon substantielle leur efficacité, voire même à les mettre en péril ;

Considérant que le milieu et domaine de vie de l'espèce sanglier, seul animal de la faune sauvage susceptible d'être infecté par le virus de la peste porcine africaine (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, p. 8) est principalement le milieu forestier ;

Que les sangliers ayant développé la maladie peuvent non seulement transmettre le virus à leurs congénères mais également aux porcs d'élevage ;

Que la documentation scientifique existante sur l'étude de la propagation de la peste porcine africaine démontre qu'elle est également facilitée, entre les sujets susceptibles de la développer, par les activités humaines (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, p. 7) ;

Que, par application de cette doctrine, il est considéré que le maintien de la circulation en milieu forestier présente un risque de dispersion du virus vers des zones boisées non infectées ainsi que vers des exploitations porcines d'élevage tant par l'effet du dérangement des animaux sauvages malades que par le portage mécanique du virus par l'activité humaine (transmission indirecte) suite à un contact avec un cadavre de sanglier ou des substances biologiques provenant de sangliers infectés ;

Qu'il convient donc, pour limiter au maximum le risque de propagation du virus, d'apprécier les activités humaines, études scientifiques à l'appui, qui peuvent être pleinement autorisées, temporairement aménagées ou temporairement interdites en forêt compte tenu de ce risque ;

Qu'une gestion inadéquate de la maladie et une mauvaise appréciation du risque de propagation vers des élevages de porcs domestiques entraîneraient des conséquences économiques catastrophiques et désastreuses pour l'ensemble du territoire de la Région wallonne et, plus largement, pour le Royaume de Belgique, voire même pour d'autres Etats membres ;

Que si le confinement de la maladie n'est donc pas assuré et que la propagation crainte a lieu, il est peu probable que la maladie puisse être gérée malgré les mesures de lutte adoptées ;

Qu'il s'impose dès lors à la Région wallonne, pour agir en gestionnaire normalement prudent et diligent de l'intérêt général, de promouvoir la sécurité et la prudence, par la combinaison des mesures de lutttes avec le confinement de l'épidémie ;

Qu'il en va de la protection de l'intérêt général ;

Qu'en conséquence, et pour assurer l'efficacité et la pérennité des mesures de lutte susmentionnées en vue de la protection de l'intérêt général, des arrêtés ministériels successifs interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, dont le dernier en date est l'arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, ont été adoptés ;

Que ces arrêtés ministériels ont toutefois prévu et motivé certains assouplissements, compte tenu de l'évolution de la maladie dans la zone infectée, pour l'exercice de certaines activités identifiées moyennant notamment le respect de mesures de sécurité et de biosécurité ;

Que les différents intérêts en présence et leurs impacts potentiels sur la propagation de la maladie ont été pris en compte pour déterminer les assouplissements, y compris les intérêts particuliers, mais que l'appréciation globale des risques potentiels de chaque activité en termes de probabilité de propagation de la maladie conduit, selon le cas d'espèce, à les refuser ou à les autoriser selon des modalités et conditions parfois similaires et parfois distinctes ;

Que la conjugaison du confinement de l'épidémie par l'interdiction de circulation en forêt et des mesures de lutte et d'éradication adoptées jusqu'alors par la Région wallonne a été jugée efficace par les experts régionaux, nationaux et internationaux : non seulement la propagation de la maladie est contenue dans la zone infectée, mais en outre, les

derniers recensements de sangliers vivants effectués sur le terrain par les opérations de prospection et les analyses virologiques réalisées par le laboratoire de référence belge Sciensano sur les cadavres ou carcasses de sangliers abattus ou découverts morts par ces mêmes opérations, démontrent une diminution considérable tant de la population des sangliers en zone infectée que de la concentration des sangliers positifs à la maladie dans cette même zone ;

Que si les résultats obtenus sont encourageants, il demeure encore acquis que la peste porcine africaine est toujours présente dans la zone infectée ;

Qu'un retour à la pleine application des dispositions contenues dans le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier est encore considéré, pour l'heure, comme prématuré, et qu'il le restera vraisemblablement jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de la peste porcine africaine ;

Qu'en conséquence, il est jugé que l'interdiction de toute circulation en forêt en dehors des voiries continue d'être une mesure proportionnée et efficace qui se doit d'être maintenue pour assurer les dispositions et décisions de lutte adoptées par la Région wallonne pour éradiquer la maladie ;

Considérant, en effet, que l'interdiction de circulation en forêt pour assurer le confinement de la maladie et éviter sa propagation vers la faune sauvage non contaminée et son introduction dans des élevages domestiques porcins nécessite toutefois certains aménagements au regard de l'évolution de la maladie, des données de terrain récoltées issues des dispositions et décisions successives adoptées par la Région wallonne, de l'évaluation du risque réalisée par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA et matérialisée dans ces derniers avis (avis rapide 09-2020 et avis 06-2020) à l'égard de certaines activités en forêt ainsi que des dernières analyses réalisées par le laboratoire européen de référence spécialisé « INIA » localisé à Madrid, qui confirment le caractère non contaminant des derniers ossements viropositifs retrouvés, et dont les résultats rassurants ont été communiqués le 7 juillet 2020;

Considérant que cet assouplissement, qui limite le principe de l'interdiction de circulation en forêt aux accès hors voiries et à la circulation de nuit, ne contrevient pas aux recommandations du Comité scientifique auprès de l'AFSCA, puisqu'il était d'avis que la situation épidémiologique pour la peste porcine africaine en faune sauvage avait évolué favorablement et qu'il estimait que, sur base des éléments en sa possession, l'incidence apparente des cas a diminué (plus de cadavre frais viropositif trouvés, ni de sangliers tirés ou piégés viropositif pour le virus depuis août 2019) ; Que le Comité scientifique auprès de l'AFSCA évaluait en effet comme « faible » le risque de propagation du virus de la peste porcine africaine en faune sauvage et comme « très faible » le risque d'introduction du virus de la peste porcine africaine en exploitation de porcs domestiques (Comité scientifique auprès de l'AFSCA – avis rapide 09-2020 – Réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle des différentes activités en forêt - Dossier SciCom 2020/05, p. 9) ;

Que les conclusions et recommandations formulées dans ces avis sont prises en considération pour réapprécier la balance des intérêts en présence et établir et fixer les aménagements à l'interdiction de circulation en forêt ;

Considérant que le Comité scientifique auprès de l'AFSCA considère dans son avis rapide (09-2020), eu égard à l'ensemble des mesures drastiques adoptées et mises en œuvre par la Région wallonne, que la propagation de la maladie est actuellement stabilisée en zone infectée ;

Que néanmoins, au vu des risques économiques encourus, l'autorité se doit toutefois de rester prudente et de considérer que la situation en zone infectée restera critique jusqu'à la complète éradication de la maladie ;

Qu'afin de garder pleinement la situation sous contrôle, la Région wallonne maintient, sous réserve de la situation liée au COVID-19, l'ensemble des mesures de lutte adoptées jusqu'alors, lesquelles se sont révélées être efficaces et ont eu jusqu'ici un effet très positif et significatif sur la gestion de la maladie ;

Qu'il convient, donc, sur base de l'analyse et des considérations de l'avis rapide (09-2020) rendu par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA (Dossier SciCom 2020/05) de maintenir par priorité absolue la dépopulation des sangliers en zone infectée afin d'éviter toute nouvelle infection dans la zone infectée ainsi qu'en dehors de celle-ci ;

Que le vide sanitaire par les chasseurs et les agents de l'administration wallonne (à des heures, jours et en des lieux inhabituels) se doit d'être maintenu sur l'ensemble de la zone infectée, et plus spécifiquement dans les localisations dans lesquelles des traces de circulation récentes de sanglier vivant ont été identifiées, pour assurer l'éradication de la maladie ;

Qu'il en est de même des opérations de prospection et d'évacuation des cadavres de sangliers, lesquelles ont le double avantage d'interrompre le cycle sylvatique et de pouvoir dater les cadavres de sanglier ;

Que si la densité de population des sangliers, et donc de la présence du virus dans la zone infectée, s'est réduite, il n'en demeure pas moins que la présence sporadique de sangliers vivants est prouvée dans la zone infectée grâce aux observations réalisées sur le terrain, directes (sorties de nuit et appareils photos automatiques) ou indirectes (traces) ;

Que pour des raisons évidentes liées à la sécurité des personnes et au risque de dérangement du gibier, le maintien de ces dispositifs de vide sanitaire et de prospection ne peut souffrir de circulations non essentielles à la gestion de la maladie en zone infectée ;

Qu'en toute hypothèse, la circulation en forêt de nuit (plus spécifiquement, depuis l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à l'heure officielle du lever du soleil, selon les éphémérides journalières) se doit d'être interdite à des fins de sécurité ;

Que la mise en œuvre de toute mesure d'assouplissement inhérente à la reprise d'activités forestières en zone infectée est donc soumise, au préalable, à un examen quant à son adéquation avec l'exercice des mesures de lutte adoptées par la Région wallonne ;

Que compte tenu de ce qui précède, même si l'appréciation du Comité scientifique auprès de l'AFSCA se veut encourageante, il n'est toutefois pas possible de conclure à la disparition de la maladie tant que le Commission européenne n'aura pas reconnu officiellement le recouvrement du statut indemne de la peste porcine africaine pour la Belgique ;

Que pour ces différentes raisons, l'accès à la zone infectée doit pouvoir être autorisée aux personnes chargées de la lutte et de la mise en œuvre de mesures adoptées contre cette maladie ;

Considérant, également, que moyennant certaines précautions de sécurité et de biosécurité, par soucis de sécurité publique ou pour des raisons d'ordre économique ou social, une dérogation à l'interdiction de libre circulation en forêt est prévue pour un nombre limité d'ayant-droits ;

Que cette dérogation vise des personnes et activités sans lien avec la gestion de la peste porcine africaine ;

Que cette dérogation doit donc être strictement appréciée au regard du degré de risque potentiel de propagation de la peste porcine africaine qu'elle est susceptible d'induire vers des zones boisées non infectées et des élevages domestiques de porcs ;

Que la possibilité d'octroi de dérogations d'ordre individuel est évaluée et appréciée, à l'aide des derniers avis rendus par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA et eu égard à l'évolution de la maladie sans que cela ne puisse porter atteinte aux dispositions et décisions de lutte adoptées par la Région wallonne contre la propagation du virus visant à la protection de l'intérêt général ;

Qu'une mise en balance des intérêts en présence, tenant compte du degré de risque, doit donc être effectuée et qu'elle conduit à autoriser certaines activités mais pas d'autres ou alors moyennant certains aménagements, en raison du type de milieu dans lequel elles s'exercent ;

Considérant que dans son avis rapide (09-2020 – Dossier SciCom 2020/05), le Comité scientifique auprès de l'AFSCA précise en page 4 que « le Comité scientifique de l'AFSCA est d'avis que la situation épidémiologique pour la PPA en faune sauvage a évolué favorablement depuis son dernier avis (avis rapides 09-2019 et 10-2019). », et d'ajouter que « le Comité scientifique estime actuellement la probabilité de propagation du virus de la PPA en faune sauvage comme « faible » et la probabilité d'introduction du virus en exploitation de porcs domestiques comme « très faible ». La gravité des conséquences d'une telle survenue resterait néanmoins majeure, étant donné l'impact économique lié à la perte de statut officiellement indemne de PPA. » ;

Que pour étayer sa réévaluation du risque d'une reprise de différentes activités en forêt en zone infectée, le Comité scientifique auprès de l'AFSCA s'est basé sur l'ensemble des données consolidées issues de la poursuite intensive des activités de prospection menées du 06 novembre 2019 au 10 décembre 2019 et à partir du 5 février 2020, sur les données consolidées au 17 février 2020 pour la destruction des populations de sangliers, de la campagne d'analyse des données photographique du réseau de pièges déployé en zone infectée ainsi que sur toutes les mesures de lutte précoces, proactives et drastiques adoptées jusqu'alors par la Région wallonne (Comité scientifique auprès de l'AFSCA – avis rapide n°09-2020 – Réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle de différentes activités en forêt, SciCom 2020/05, pp. 22-23) ;

Que sur la base de cet avis rapide (09-2020), qui a déjà été pris en compte dans l'arrêté ministériel du 11 mai 2020, et à la lumière des résultats obtenus du laboratoire « INIA » sur la contagiosité des derniers ossements viropositifs retrouvés, il est considéré que, dans la zone infectée, les travaux forestiers manuels ou avec outils à main ainsi que les exploitations forestières mécanisées peuvent continuer, et que le gyrobroyage et le peignage peuvent reprendre, moyennant l'application des mesures de biosécurité, ainsi que le nettoyage des chaussures, vêtements utilisés, matériels et véhicules (en ce compris les remorques, les quads, etc.) utilisés pour ces différentes activités forestières, et la désinfection, par les services du Gouvernement de la Région wallonne, des seuls engins motorisés d'exploitation utilisés par des professionnels pour l'exploitation forestière sur base du marché public passé par le Service public de Wallonie avec une firme spécialisée ;

Qu'en effet, compte tenu de l'évolution actuelle de la maladie, des mesures adoptées et de la diminution du caractère contaminant des matières organiques qui seraient encore retrouvées, il est considéré qu'une désinfection avant la sortie de la zone contaminée, et non plus à l'issue de chaque intervention comme cela était prévu dans les précédents arrêtés ministériels, devrait permettre de garder les risques encourus sous contrôle tout en diminuant la charge que les opérations de désinfection représentent pour toutes les personnes auxquelles elles s'imposent ;

Que par travaux forestiers manuels ou avec outils à main soumis à notification, il est visé, comme dans l'arrêté ministériel du 11 mai 2020, les opérations d'inventaire et de marquage des bois, les dégagements, les plantations, les élagages et tailles, les dépressages ainsi que l'entretien des infrastructures de chasse réalisés à l'aide de tous les outils à mains classiques et, si nécessaire, à l'aide d'outils à mains mécanisés exclusivement limités à la débroussailleuse et à la tronçonneuse ;

Que cette limitation est fondée car l'utilisation d'autres outils ou engins mécanisés serait de nature à disperser, en cas de contact, les éventuels ossements ou carcasses, potentiellement positifs, présents ;

Que les travaux de préparation et de dégagement par gyrobroyage et le peignage étant plus risqués en termes de dispersion du virus, ils sont soumis à autorisation plutôt qu'à notification; autoriser ce type de travaux malgré le risque accru qu'ils occasionnent répond à des demandes récurrentes du secteur forestier et ne s'avère à présent envisageable que grâce aux résultats rassurants reçus du laboratoire INIA sur la contagiosité des ossements viropositifs retrouvés depuis janvier 2020; il s'agit donc d'un compromis qui va permettre la préparation des parcelles en vue des opérations de plantation de l'automne, ainsi que des lignes de tir pour la nouvelle année cynégétique dont la date d'ouverture est fixée au 15 septembre 2020 ;

Que pour ce qui relève des engins motorisés d'exploitation utilisés par des professionnels pour l'exercice d'une exploitation forestière, ils devront, ainsi que les éventuels portes-engins utilisés pour déplacer les engins d'exploitation à l'intérieur de la zone infectée, être désinfectés aux frais des services du Gouvernement de la Région wallonne sur base du marché public passé par le Service public de Wallonie avec une firme spécialisée avant la sortie de la zone infectée ; des déplacements au sein de la zone infectée, y compris sur routes, sont donc dorénavant possibles sans désinfection préalable ;

Que concernant les outils à mains classiques, outils à mains mécanisés, véhicules et matériels utilisés par les exploitants pour l'exploitation forestière, ils sont soumis aux mêmes règles de nettoyage et désinfection que celles prévues pour les travaux forestiers ;

Que pour assurer les activités du secteur forestier et rencontrer les recommandations formulées par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA dans son avis rapide (09-2020), les travaux forestiers ainsi que les exploitations forestières sont soumis à la réalisation d'une démarche administrative préalable à leur réalisation, à savoir la remise d'une notification pour les travaux forestiers manuels ou avec outils à mains et la remise d'une demande d'autorisation pour les travaux forestiers par gyrobroyage ou par peignage et pour les exploitations forestières, à des fins de contrôle, auprès du Chef de cantonnement territorialement compétent,

Que ces documents contiennent des informations spécifiques à lui fournir et sont reconductibles, sauf pour les intervenants n'ayant pas respecté les conditions d'accès et les mesures de sécurité ou de biosécurité ;

Que la nature du document à remettre se justifie au regard du type de risque associé aux activités du secteur forestier à réaliser ;

Qu'à la remise de la notification et de la demande d'autorisation, il sera également joint par l'exploitant, qu'il soit professionnel ou particulier, le propriétaire forestier ou le chasseur pour ce qui concerne spécifiquement l'entretien des infrastructures de chasse, une attestation de suivi d'une formation sur les mesures de biosécurité dispensée par la Région wallonne ainsi qu'un engagement sur l'honneur, de la stricte application des mesures de sécurité et de biosécurité dispensées ;

Qu'à l'issue de l'opération de désinfection réalisée sur les engins motorisés utilisés pour l'exercice d'une exploitation forestière par un professionnel, l'attestation d'exécution de la désinfection réalisée par la firme spécialisée sera remise par l'intervenant au garde forestier ;

Que ces différents documents, à l'exception de l'attestation d'exécution de la désinfection des engins d'exploitation par la firme spécialisée engagée par les services du Gouvernement de la Région wallonne, à remettre au Chef de cantonnement territorialement compétent, et leur contenu, sont repris en annexe du présent arrêté ministériel ;

Considérant que, jusqu'à présent, seuls les exploitants forestiers professionnels étaient autorisés à procéder à des exploitations, mais que des quantités importantes de lots de bois de chauffage n'ont pu être exploitées ou évacuées en zone infectée ;

Qu'au vu de la diminution du risque de contamination qui semble se confirmer, et en tenant compte de la nécessité pour une partie de la population locale de pouvoir bénéficier de lots de bois de chauffage dont ils s'étaient portés acquéreurs avant le début de la crise de la peste porcine africaine, il y a lieu d'autoriser à nouveau les exploitations de lots de bois de chauffage par des particuliers, moyennant l'application de mesures de biosécurité ;

Que la prise en charge du coût de la désinfection des machines d'exploitation forestière pour ces lots est cependant réservée aux professionnels, qui sont les plus susceptibles de faire sortir ces machines de la zone infectée ; les particuliers ne devront eux désinfecter les machines à leurs frais que si elles sortent de la zone ;

Que, de même, la désinfection du matériel utilisé par les chasseurs pour la préparation des chasses se fera également à leurs frais ;

Considérant qu'à l'égard des domiciles et résidences secondaires ainsi qu'à l'égard des activités agricoles, piscicoles ou extractives enclavées dans les bois et forêts, il n'est plus nécessaire de prévoir de dérogation, la circulation sur les chemins et sentiers forestiers de la zone infectée n'étant plus interdite ;

Que le risque zéro de propagation de la peste porcine africaine par la circulation sur ces chemins et sentiers ne peut être garanti mais ce risque est considéré comme actuellement extrêmement réduit eu égard à la persistance et à la résistance du virus sur ce type de surface et eu égard au nombre limité d'animaux viropositifs encore retrouvés ;

Considérant qu'à l'égard des activités du secteur touristique, le Comité scientifique auprès de l'AFSCA recommande pour les randonneurs (piétons) le respect de quelques conditions essentielles, à savoir les mesures de biosécurité telles que le changement de vêtements et de chaussures après une promenade dans les bois, respecter les chemins empierrés et ne pas s'introduire profondément dans les bois, excepté sur des sentiers balisés reconnus et de maintenir l'interdiction de la présence de chien lors de ces promenades. (Comité scientifique auprès de l'AFSCA – avis rapide n°09-2020 – Réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle de différentes activités en forêt, SciCom 2020/05, p. 33) ;

Que ces recommandations sont prises en compte et appréciées pour établir les mesures fixées dans le présent arrêté ;

Qu'il apparaît qu'un assouplissement des mesures d'interdiction de circulation en forêt, pour permettre la circulation en journée sur les voiries conformément aux règles du Code forestier, n'est pas de nature à contrevenir à l'objectif de priorité absolue définie qui est celui de l'éradication de la maladie ; que pour des raisons de sécurité, vu les tirs de nuit qui vont se poursuivre, et dans un souci d'homogénéité avec la réglementation sur la chasse, la circulation en forêt sur chemins et sentiers reste néanmoins interdite de l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à l'heure officielle du lever du soleil, selon les éphémérides journalières, sauf aux endroits où les chemins et sentiers forestiers sont le seul accès direct à un bâtiment (domicile, résidence secondaire, camping, restaurant, centre culturel, etc.) ;

Considérant le risque significatif de propagation du virus de la peste porcine africaine que constitue la pénétration en forêt pour le prélèvement de produits de la forêt tels que des champignons, des fleurs, des plantes aromatiques et médicinales sauvages, ou pour des prises de vue photographiques, il est décidé de maintenir l'interdiction à l'égard de ces activités ;

Considérant que la pénétration en forêt pour l'exercice de la chasse est par contre dorénavant admise, la régulation du gibier autre que le sanglier dans la zone infectée devenant indispensable, notamment pour éviter la survenance de dégâts dans les peuplements et les cultures agricoles ;

Considérant que les mesures adoptées par le présent arrêté ministériel le sont jusqu'au 31 mars 2021 ;

Que ceci est justifié par le fait que la maladie, bien que moins présente par le fait de la diminution considérable du nombre de sangliers dans la zone infectée, reste à ce jour active dans le milieu forestier et encore non résolue ;

Que d'ici cette date, la Région wallonne devrait, sauf nouvelle découverte de cas positifs frais, avoir introduit le dossier au niveau européen pour retrouver un état « INDEMNE à l'égard de la peste porcine africaine », et que la décision européenne à ce sujet permettra l'abrogation du présent arrêté ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° travaux forestiers manuels ou avec outils à main : les opérations d'inventaire et de marquage des bois, les dégagements, les plantations, les élagages et tailles, les dépressages ainsi que l'entretien des infrastructures de chasse réalisés à l'aide de tous les outils à main classiques et, si nécessaire, à l'aide d'outils à mains mécanisés exclusivement limités à la débroussailluse et à la tronçonneuse ;

2° exploitation forestière : la partie de l'exploitation au sens de l'article 3, 10°, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, limitée à la coupe, au débardage et à l'enlèvement des grumes et des houppiers de résineux et de feuillus, et la coupe urgente au sens de l'article 3, 8°, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier ;

3° engins d'exploitations : les engins mécaniques spécifiquement destinés à l'exploitation forestière, telle que les abatteuses, débardeuses, porteurs, etc. ;

4° route : la route au sens de l'article 3, 24°, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier ;

5° chemin : le chemin au sens de l'article 3, 7°, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier ;

6° sentier : le sentier au sens de l'article 3, 25°, du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier ;

7° Code forestier : le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier.

**Art. 2.** Par dérogation aux articles 19 à 23 et 27 du Code forestier, il est interdit à quiconque de circuler en dehors des routes, chemins et sentiers, dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du Code forestier, à l'intérieur des limites de la zone infectée telles que définies à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers.

Les éventuelles autorisations d'accès hors routes, chemins et sentiers, obtenues sur la base des articles précités avant la date de confirmation du cas primaire de peste porcine africaine en Région wallonne, soit le 13 septembre 2018, sont suspendues.

Sont autorisés à déroger à l'interdiction de l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans la limite des seules interventions nécessaires à la gestion de la peste porcine africaine, notamment la détection de nouveaux foyers, la destruction des sangliers et l'élimination des cadavres de sangliers retrouvés morts ou abattus, et à condition qu'ils suivent la formation en biosécurité visée par l'article 1, alinéa 1, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, et qu'ils procèdent à la désinfection visée à l'article 8 du présent arrêté, pour éviter la propagation de la maladie : le personnel du Département de la Nature et des Forêts et du Département de l'Etude du Milieu Naturel et Agricole du Service public de Wallonie et toute personne mandatée par ces départements, les titulaires du droit de chasse et leurs gardes assermentés, les propriétaires,

le personnel du Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie, le personnel de la protection civile, le personnel des services de police sanitaire, le personnel des polices fédérale et locale, le personnel soit des administrations soit d'entreprises spécialisées qui est chargé d'installer une clôture visant à limiter les déplacements des sangliers dans la zone infectée.

Ces personnes ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de nettoyage et de désinfection visées à l'article 8. Pour l'ensemble de ces personnes, aucun matériel (chaussures, vêtements, équipements, véhicules) utilisé en zone infectée ne peut pénétrer dans un élevage porcin ou dans un périmètre où sont détenus des porcs domestiques.

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 2, des interventions n'ayant pas de lien avec la gestion de la peste porcine africaine et qui nécessitent un accès hors route, chemin ou sentier, dans les bois et forêts de la zone infectée sont autorisées aux conditions suivantes :

1° l'intervention est effectuée dans l'exercice de leur fonction par les services de secours, par la protection civile, par les forces de police, par les agents et gestionnaires de réseaux d'adduction d'eau ou de réseaux électriques ou de gaz, par les agents d'Infrabel, par les agents des opérateurs de téléphonie mobile, par les agents ou délégués d'infrastructures communautaires ou d'intérêt public et par les agents d'entretien de voiries ;

2° sauf urgence vitale, l'intervention est notifiée préalablement par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts ;

3° l'accès au lieu d'intervention se fait autant que possible par les chemins empierrés ;

4° les véhicules, le matériel, les chaussures et l'équipement des intervenants utilisés pour l'intervention qui ont quitté les voiries, sont nettoyés et désinfectés par les intervenants conformément à l'article 8 ;

5° en cas de découverte d'un cadavre ou d'une carcasse de sanglier, le cadavre ou la carcasse ne peut en aucun cas être approché ou touché, et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti ;

6° les intervenants ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de nettoyage et désinfection ou toute intervention dans la zone infectée ;

7° les matériels, machines, équipements, vêtements de travail, chaussures, véhicules, outils, etc., utilisés dans la zone infectée ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées.

**Art. 4.** Par dérogation à l'article 2, la circulation en dehors des routes, chemins et sentiers, dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du Code forestier, pour l'exercice de la chasse, est autorisée aux conditions suivantes :

1° l'accès au lieu de chasse se fait autant que possible par les chemins empierrés ;

2° les intervenants suivent, préalablement à toute intervention dans la zone infectée, une formation en biosécurité spécifique dispensée par la Wallonie ;

3° aucun accès n'est autorisé pendant la période comprise entre l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à l'heure officielle du lever du soleil, sauf pour la recherche de gibier blessé moyennant contact préalable avec le Chef de cantonnement ;

4° les véhicules, le matériel, les chaussures et l'équipement des intervenants utilisés pour la chasse et qui ont quitté les voiries, sont nettoyés et désinfectés par les intervenants conformément à l'article 8 ;

5° en cas de découverte d'un cadavre ou d'une carcasse de sanglier, le cadavre ou la carcasse ne peut en aucun cas être approché ou touché et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti ;

6° les intervenants ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de nettoyage et désinfection ou toute intervention dans la zone infectée ;

7° les matériels, machines, équipements, vêtements de travail, chaussures, véhicules, outils, etc., utilisés lors de la chasse dans la zone infectée ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 2, la circulation en dehors des routes, chemins et sentiers, dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du Code forestier, pour la réalisation des travaux forestiers manuels ou avec outils à main, est autorisée aux conditions minimales suivantes :

1° une notification préalable conforme au modèle de l'annexe I est envoyée par l'exploitant professionnel forestier, le propriétaire forestier ou son délégué, le chasseur ou son délégué, au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts au minimum 3 jours ouvrables avant le début des travaux forestiers manuels ou avec outils à main ; cette notification couvre une période d'accès de maximum un mois à dater de son envoi ; une nouvelle notification peut être envoyée au minimum 3 jours ouvrables avant le terme de ce délai afin de renouveler le droit d'accès ;

2° l'accès au lieu des travaux forestiers se fait autant que possible par les chemins empierrés ;

3° les intervenants suivent, préalablement à toute intervention dans la zone infectée, une formation en biosécurité spécifique dispensée par la Wallonie ;

4° aucun accès n'est autorisé pendant la période comprise entre l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à l'heure officielle du lever du soleil ;

5° les véhicules, le matériel, les chaussures et l'équipement des intervenants utilisés pour les travaux forestiers manuels qui ont quitté les voiries, sont nettoyés et désinfectés par les intervenants conformément à l'article 8 ;

6° en cas de découverte d'un cadavre ou d'une carcasse de sanglier, le cadavre ou la carcasse ne peut en aucun cas être approché ou touché et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti ;

7° les intervenants ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de nettoyage et désinfection ou toute intervention dans la zone infectée ;

8° les matériels, machines, équipements, vêtements de travail, chaussures, véhicules, outils, etc., utilisés lors des travaux forestiers manuels réalisés en forêt dans la zone infectée ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

§ 2. Par dérogation à l'article 2, la circulation en dehors des routes, chemins et sentiers, dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du Code forestier, pour la réalisation des travaux de préparation et de dégagement par gyrobroyage ou par peignage, en ce compris la préparation des lignes de tir pour la chasse, est autorisée aux conditions minimales suivantes :

1° une demande d'autorisation préalable conforme au modèle de l'annexe II est envoyée par l'entrepreneur professionnel forestier, le propriétaire forestier ou son délégué, le chasseur ou son délégué, au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts ;

2° le plus rapidement possible et endéans un délai maximum de 10 jours ouvrables après la date d'envoi de la demande, le Chef de cantonnement territorialement compétent informe l'intervenant de sa décision sur la demande formulée ; l'autorisation couvre une période d'accès de maximum un mois à dater de la délivrance de l'autorisation ; une nouvelle demande d'autorisation peut être envoyée avant le terme de ce délai afin de solliciter le renouvellement du droit d'accès ;

3° l'accès au lieu des travaux de gyrobroyage ou de peignage se fait autant que possible par les chemins empierrés ;

4° les intervenants suivent, préalablement à toute intervention dans la zone infectée, une formation en biosécurité spécifique dispensée par la Wallonie ;

5° aucun accès n'est autorisé pendant la période comprise entre l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à l'heure officielle du lever du soleil ;

6° les chaussures et l'équipement des intervenants, ainsi que les véhicules et matériels qui ont quitté les voiries, utilisés pour les travaux de gyrobroyage ou de peignage, sont nettoyés et désinfectés par les intervenants conformément à l'article 8 ;

7° en cas de découverte d'un cadavre ou d'une carcasse de sanglier, le cadavre ou la carcasse ne peut en aucun cas être approché ou touché et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti ;

8° les intervenants ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de nettoyage et désinfection ou toute intervention dans la zone infectée ;

9° les matériels, machines, équipements, vêtements de travail, chaussures, véhicules, outils, etc., utilisés lors des travaux de gyrobroyage ou de peignage réalisés en forêt dans la zone infectée ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

§ 3. Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées par la personne ayant déposé la notification ou l'autorisation, il peut interdire le dépôt de toute nouvelle notification ou autorisation pour la réalisation des travaux visés au présent article et de toute dérogation à l'interdiction de circuler hors routes, chemins et sentiers dans la zone infectée par la peste porcine africaine visée par le présent arrêté, et ce jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de la peste porcine africaine.

**Art. 6.** Par dérogation à l'article 2, la circulation en dehors des routes, chemins et sentiers, dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du Code forestier, pour l'exploitation forestière, en ce compris l'exploitation de bois de chauffage par les particuliers, est autorisée aux conditions minimales suivantes :

1° une demande d'autorisation préalable conforme au modèle de l'annexe II est envoyée par l'exploitant professionnel forestier, le propriétaire forestier ou son délégué, ou le particulier ayant acheté des lots de bois de chauffage dans la zone infectée, au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts ;

2° le plus rapidement possible et endéans un délai maximum de 10 jours ouvrables après la date d'envoi de la demande, le Chef de cantonnement territorialement compétent informe l'intervenant de sa décision sur la demande formulée ; l'autorisation couvre une période d'accès de maximum un mois à dater de la délivrance de l'autorisation ; une nouvelle demande d'autorisation peut être envoyée avant le terme de ce délai afin de solliciter le renouvellement du droit d'accès ;

3° l'accès aux peuplements se fait autant que possible par les chemins empierrés ;

4° les intervenants suivent, préalablement à toute intervention dans la zone infectée, une formation en biosécurité spécifique dispensée par la Wallonie ;

5° aucun accès n'est autorisé pendant la période comprise entre l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à l'heure officielle du lever du soleil ;

6° les chaussures et l'équipement des intervenants, ainsi que les véhicules et matériels qui ont quitté les voiries, utilisés pour l'exploitation forestière, sont nettoyés et désinfectés par les intervenants conformément à l'article 8 ;

7° la désinfection des engins d'exploitation des exploitants forestiers professionnels et des portes-engins éventuels utilisés pour déplacer des engins d'exploitation à l'intérieur de la zone infectée, est obligatoire et assurée, avant la sortie de la zone infectée, aux frais des services du Gouvernement de la Région wallonne sur base du marché public passé par le Service public de Wallonie avec une firme spécialisée ; une attestation de réalisation de la désinfection des engins d'exploitation, et des portes-engins le cas échéant, est fournie par la firme spécialisée et est remise par l'intervenant à l'administration à l'issue de la procédure de désinfection ;

8° en cas de découverte d'un cadavre ou d'une carcasse de sanglier, le cadavre ou la carcasse ne peut en aucun cas être approché ou touché et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti ;

9° les intervenants ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de nettoyage et désinfection ou toute intervention dans la zone infectée ;

10° les matériels, machines, équipements, vêtements de travail, chaussures, véhicules, engins d'exploitation etc. utilisés pour l'exploitation forestière dans la zone infectée ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

Les exploitations en zone humide étant jugées plus à risque, les conditions supplémentaires suivantes leur sont applicables :

1° sur une bande de vingt-cinq mètres autour des sources et des zones de suintement, sur une bande de cent mètres autour des puits de captage ou sur une bande de cent mètres autour des lacs de barrage, ainsi que sur les sols tourbeux et paratourbeux tels que déterminés par la carte pédologique de Wallonie, seule l'exploitation de peuplements d'épicéas scolytés ou de chablis de peuplements d'épicéas peut être autorisée ;

2° sur une bande de vingt-cinq mètres de part et d'autre des cours d'eau, et sur les sols hydromorphes à nappe permanente tels que déterminés par la carte pédologique de Wallonie, toute exploitation peut être autorisée, sur appréciation du Chef de cantonnement territorialement compétent et aux conditions qu'il fixe.

Le non-respect des obligations visées au présent article entraîne le refus de toute nouvelle demande d'autorisation et dérogation à l'interdiction de circuler hors routes, chemins et sentiers dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie.

**Art. 7.** Toute circulation sur les chemins et sentiers traversant les bois et forêts situés à l'intérieur du périmètre de la zone infectée telle que définie à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers doit respecter les conditions suivantes :

1° sauf dans les hypothèses des articles 2 et 3 ou en cas d'accès direct à un bâtiment tel qu'un domicile, une résidence secondaire, un camping, un gîte, un restaurant, un musée, un château ou un site patrimonial, aucune circulation n'est autorisée pendant la période comprise entre l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à l'heure officielle du lever du soleil ;

2° en cas de découverte d'un cadavre ou d'une carcasse de sanglier, le cadavre ou la carcasse ne peut en aucun cas être approché ou touché et le garde forestier territorialement compétent ou à défaut le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti ;

3° les usagers visés par le présent article ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux-heures qui suivent leur visite dans la zone infectée ;

4° les chiens et autres animaux de compagnie qui ont été promenés dans la zone infectée ainsi que les animaux de trait, de charge, de monture et d'élevage, les matériels, machines, vélos, remorques, équipements, vêtements, chaussures, véhicules, outils, etc., utilisés dans la zone infectée par les usagers repris au présent article ne peuvent pas être introduits dans une exploitation porcine.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie.

**Art. 8.** Lorsque le présent arrêté impose une désinfection, les mesures minimales suivantes sont d'application :

1° pour le matériel et les véhicules (en ce compris les carpettes intérieures, les roues et bas de caisse), en cas d'accès hors voiries, la désinfection est réalisée avant la sortie de la zone infectée de la manière suivante :

a) toutes les traces de terre sont enlevées, à la brosse si nécessaire ;

b) un premier nettoyage est réalisé à l'eau savonneuse ;

c) la désinfection en tant que telle est ensuite réalisée avec une pulvérisation d'une solution de produits virucides autorisés selon le Règlement n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides et prouvés efficaces vis-à-vis du virus responsable de la peste porcine africaine ;

2° les bottes et chaussures sont, en plus d'être nettoyées et désinfectées sur le terrain à l'issue de chaque intervention selon les mêmes modalités que le 1°, stockées dans le véhicule, dans un sac plastique ou une boîte prévue à cet effet ; elles sont ensuite trempées dans une solution d'hypochlorite de sodium pur (NaClO), en solution aqueuse avec du sel (NaCl) (type eau de Javel) diluée à 10% une nuit entière ;

3° pour les personnes :

a) une douche est prise dès que possible ;

b) les vêtements portés sont lavés à température élevée ; si la prospection s'étend sur plusieurs jours d'affilée, les prospecteurs peuvent laver les vêtements en fin de période, mais ces vêtements sont utilisés uniquement pour la prospection ;

c) en cas de contact avec un sanglier, les vêtements portés sont lavés le jour même à minimum 60°C.

**Art. 9.** L'arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine est abrogé.

**Art. 10.** Les autorisations non expirées délivrées sur base de l'arrêté ministériel du 11 mai 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, restent valides jusqu'à leur expiration sans devoir être renouvelées sur base du présent arrêté.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur le 31 mars 2021.

Fait à Namur, le 10 août 2020.

C. TELLIER



Annexe I de l'arrêté ministériel du 10 août 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

**NOTIFICATION DE TRAVAUX FORESTIERS  
EN ZONE INFECTEE PAR LA PESTE PORCINE AFRICAINE**

(Article 5, §1, de l'arrêté ministériel du 10 août 2020)

*Le présent document est à adresser au Département de la Nature et des Forêts, en la personne du Chef de cantonnement territorialement compétent.*

Conformément à l'article 5, § 1 de l'arrêté ministériel 10 août 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, je soussigné, notifie mon intention de circuler en zone infectée hors routes, chemins et sentiers, pour la réalisation de travaux forestiers :

NOM		PRENOM	
SOCIETE			
N° ENTREPRISE			
N° REGISTRE DE COMMERCE			
ADRESSE			
TELEPHONE			
E-MAIL			
<p><b>NATURE DES TRAVAUX ENVISAGÉS, qui seront réalisés uniquement manuellement ou avec du matériel à main :</b></p> <p><input type="checkbox"/> Opérations d'inventaire et de marquage de bois</p> <p><input type="checkbox"/> Dégagements</p> <p><input type="checkbox"/> Plantations</p> <p><input type="checkbox"/> Elagages et tailles</p> <p><input type="checkbox"/> Dépressages</p> <p><input type="checkbox"/> Entretien d'une infrastructure de chasse</p> <p><input type="checkbox"/> Autres (à préciser) :</p> <p>Je m'engage à ce que, ni moi, ni mes sous-traitants éventuels, nous ne réalisons de travaux mécanisés de type gyrobroyage ou peignage : <input type="checkbox"/></p>			
<p><b>PÉRIMÈTRE CONCERNÉ :</b></p> <p><input type="checkbox"/> Forêt publique Propriété/Compartiment/Parcelle :</p> <p><input type="checkbox"/> Forêt privée Parcelle cadastrale/zone délimitée sur la carte ci-jointe (1/10.000<sup>e</sup>) :</p>			
<p><b>ITINERAIRE EMPRUNTE (voie carrossable la plus directe) :</b></p>			
<p><b>DATES D'ACCES (au minimum 3 jours ouvrables après la date d'envoi de la présente notification, et pendant une période de maximum un mois à compter de cette date d'envoi) :</b></p>			

Je m'engage à respecter, et à faire respecter par mes sous-traitants éventuels, les conditions suivantes reprises dans le dispositif de l'arrêté :

- L'accès aux peuplements se fera conformément aux dispositions de l'arrêté;
- Aucun travail de nuit (spécifiquement de l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à l'heure officielle du lever du soleil - éphémérides) n'aura lieu, vu les mesures d'éradication qui vont continuer à être poursuivies à l'égard des sangliers dans la zone infectée;
- Tous les opérateurs veilleront à suivre une formation préalable en biosécurité organisée par l'administration;
- Tous les opérateurs veilleront à respecter quotidiennement les mesures de désinfection, conformément aux instructions de l'article 8 de l'arrêté;
- Les véhicules et machines utilisées seront nettoyées et désinfectées, lors de la sortie de la zone infectée, conformément aux instructions de l'article 8 de l'arrêté;
- Les opérateurs ont interdiction formelle d'avoir un contact avec un élevage porcin ou des porcs domestiques dans les 72h qui suivent le nettoyage et la désinfection imposés par l'article 8, ou l'intervention dans la zone infectée, et aucun matériel (chaussures, vêtements, équipements, véhicules) utilisé en zone infectée ne peut pénétrer dans un élevage porcin ou dans un périmètre où sont détenus des porcs domestiques;
- En cas de découverte d'une carcasse de sanglier, celle-ci ne sera ni approchée ni touchée, et l'agent de triage (ou à défaut le numéro de téléphone **1718**) sera immédiatement averti. Les travaux seront interrompus jusqu'à réception des résultats des analyses, et jusqu'à nouvel ordre si la carcasse s'avère viropositive.

Je suis conscient que le non-respect des engagements qui précèdent aura pour conséquence que je ne pourrai plus bénéficier d'aucune dérogation à l'interdiction de circuler hors routes, chemins et sentiers dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie :

Je reconnais que la présente notification ne me dispense pas du respect de la réglementation en vigueur, notamment s'il s'agit d'une zone Natura 2000, d'une zone où des espèces protégées sont répertoriées, ou si une traversée de cours d'eau est nécessaire :

Fait à ....., le ...../...../.....

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 10 août 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de peste porcine africaine.  
Namur, le 10 août 2020.

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité  
et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

Annexe II de l'arrêté ministériel du 10 août 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

**DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITATION FORESTIERE,  
DE GYROBROYAGE OU DE PEIGNAGE,  
EN ZONE INFECTEE PAR LA PESTE PORCINE AFRICAINE**

(Articles 5, §2, et 6 de l'arrêté ministériel du 10 août 2020)

*Le présent document est à adresser au Département de la Nature et des Forêts, en la personne du Chef de cantonnement territorialement compétent.*

Conformément aux articles 5, §2, et 6 de l'arrêté ministériel du 10 août 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, je soussigné, demande l'autorisation de circuler en zone infectée hors routes, chemins et sentiers, pour la réalisation :

- d'une exploitation forestière
- de travaux de gyrobroyage
- de travaux de peignage.

NOM		PRENOM	
SOCIETE			
N° ENTREPRISE			
N° REGISTRE DE COMMERCE			
ADRESSE			
TELEPHONE			
E-MAIL			
<b>PÉRIMÈTRE CONCERNÉ :</b>			
<input type="checkbox"/> Forêt publique Propriété/Compartiment/Parcelle : <input type="checkbox"/> Forêt privée Parcelle cadastrale/zone délimitée sur la carte ci-jointe (1/10.000 <sup>e</sup> ) :			
<b>ITINERAIRE EMPRUNTE (voie carrossable la plus directe) :</b>			
<b>DATES D'ACCES (période de maximum un mois) :</b>			

Je m'engage à respecter, et à faire respecter par mes sous-traitants éventuels, les conditions suivantes reprises dans le dispositif de l'arrêté :

- L'accès aux peuplements se fera conformément aux dispositions de l'arrêté;
- Aucun travail de nuit (spécifiquement de l'heure officielle du coucher du soleil jusqu'à l'heure officielle du lever du soleil - éphémérides) n'aura lieu, vu les mesures d'éradication qui vont continuer à être poursuivies à l'égard des sangliers dans la zone infectée;
- Tous les opérateurs veilleront à suivre une formation préalable en biosécurité organisée par l'administration;
- Tous les opérateurs veilleront à respecter quotidiennement les mesures de désinfection, conformément aux instructions de l'article 8 de l'arrêté;
- Les véhicules, machines et petits matériels utilisés pour l'exploitation forestière ou les travaux, seront nettoyés et désinfectés, avant la sortie de la zone infectée, conformément aux instructions de l'article 8 de l'arrêté;
- Les engins d'exploitation doivent être désinfectés avant la sortie de la zone infectée; la désinfection des engins d'exploitation des exploitants forestiers professionnels, et des éventuels portes-engins utilisés pour déplacer un engin d'exploitation à l'intérieur de la zone infectée, est assurée aux frais des services du Gouvernement de la Région wallonne sur base du marché public passé par le Service public de Wallonie avec une firme spécialisée; une attestation de réalisation de la désinfection des engins d'exploitation, et des portes-engins le cas échéant, est fournie par la firme spécialisée et est remise par l'intervenant au garde forestier territorialement compétent à l'issue de la procédure de désinfection;
- Les opérateurs ont interdiction formelle d'avoir un contact avec un élevage porcin ou des porcs domestiques dans les 72h qui suivent le nettoyage et la désinfection imposés par l'article 8, et aucun matériel (chaussures, vêtements, équipements, véhicules) utilisé en zone infectée ne peut pénétrer dans un élevage porcin ou dans un périmètre où sont détenus des porcs domestiques;
- En cas de découverte d'une carcasse de sanglier, celle-ci ne sera ni approchée ni touchée, et l'agent de triage (ou à défaut le numéro de téléphone **1718**) sera immédiatement averti. Les travaux seront interrompus jusqu'à réception des résultats des analyses, et jusqu'à nouvel ordre si le cadavre s'avère viropositif.

Je suis conscient que le non-respect des engagements qui précèdent aura pour conséquence que je ne pourrai plus bénéficier d'aucune dérogation à l'interdiction de circuler hors routes, chemins et sentiers dans la zone infectée par la peste porcine africaine, jusqu'à la récupération par la Belgique d'un statut indemne à l'égard de cette maladie :

Je reconnais que la présente demande d'autorisation ne me dispense pas du respect de la réglementation en vigueur, notamment s'il s'agit d'une zone Natura 2000, d'une zone où des espèces protégées sont répertoriées, ou si une traversée de cours d'eau est nécessaire :

Cadre réservé à l'Administration	Autorisation/Non autorisation (à préciser) : Remarques éventuelles :
----------------------------------	---

Fait à ....., le ...../...../.....

Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 10 août 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de peste porcine africaine.

Namur, le 10 août 2020.

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt,  
de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/42801]

**10. AUGUST 2020 — Ministerieller Erlass, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen**

Die Ministerin für Forstwesen,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über das Inkrafttreten und die Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 19 Absatz 1 Ziffer 5;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 11. Mai 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1 und Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch gerechtfertigt ist, dass es sich bei der durch die Afrikanische Schweinepest verursachten Gesundheitskrise um eine schwere und sehr schnell voranschreitende Krise handelt, die aufgrund der Lage vor Ort eine sofortige Entscheidungsfindung erfordert;

In der Erwägung, dass zur wirksamen Bekämpfung dieser infektiösen viralen Tierkrankheit zahlreiche frühzeitige (ausgedehntes Netz von Schutzzäunen), proaktive (intensive Suchaktionen im Seuchengebiet von 30.333 ha Wald - das entspricht aktuell fast 50.000 Stunden Suchaktionen -, Beseitigung der getöteten Tiere oder tot aufgefundenen Kadaver) und drastische (intensive Vernichtung durch Fangaktionen, Nachtschießen, Intensivierung der Jagd, Einrichtung zahlreicher Ansitzstellen und homogenes Ködern, Biosicherheitsmaßnahmen, deutliche Erhöhung der zur Verfügung gestellten Kontroll- und Vernichtungsausrüstung: spezifische Gewehre, Aufbau eines umfangreichen Netzes von Kamerafallen, Verwendung von Nachtsichtferngläsern) Maßnahmen von der Wallonischen Region sofort nach der Entdeckung des Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest beschlossen und im Laufe der Zeit und mit dem Fortschreiten der Krankheit in dem Seuchengebiet, in der verstärkten Beobachtungszone und in der Wachsamkeitszone nach der derzeitigen Definition des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2020 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen angepasst wurden;

In der Erwägung, dass zur Erreichung des Endziels der Ausrottung der Seuche auf wallonischem Gebiet die Experten zu der Einschätzung gelangt sind, dass diese vielfältigen Maßnahmen nicht durch eine unangemessene Mobilität im Wald beeinträchtigt werden dürfen, die sowohl die Sicherheit der Personen, die die Seuche bekämpfen oder an ihrer Bekämpfung und Ausrottung beteiligt sind, als auch derjenigen, die sich zu Freizeitzwecken oder zu Zwecken, die nicht mit der Bekämpfung der Seuche in Zusammenhang stehen, in den Wald begeben wollen, gefährden könnte;

In der Erwägung, dass darüber hinaus angenommen wird, dass die Aufrechterhaltung einer uneingeschränkten Mobilität in den Wäldern das Risiko der Ausbreitung der Krankheit außerhalb des Seuchengebietes erhöhen könnte, entweder auf nicht infizierte Waldgebiete oder durch die Einschleppung der Krankheit in die Schweinehaltungsbetriebe oder auf Hausschweine;

In der Erwägung, dass infolgedessen durch nacheinander verabschiedete Ministerielle Erlasse ein Verkehrsverbot im Wald beschlossen wurde, zuletzt durch den Ministeriellen Erlass vom 11. Mai 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

In der Erwägung, dass die Kombination der verabschiedeten und umgesetzten Bekämpfungsmaßnahmen mit den nacheinander erlassenen Verboten des Verkehrs im Wald sowohl von den europäischen Experten, die sich auf dieses Thema spezialisiert haben, als auch vom Wissenschaftlichen Ausschuss der FASNK (Wissenschaftlicher Ausschuss der FASNK - Schnellgutachten Nr. 09-2020 - Neubewertung der Risiken der Ausbreitung auf wild lebende Tiere und der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in den belgischen Schweinehaltungsbetrieben in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald) (Akte SciCom 2020/05) als wirksam angesehen wurde und weiterhin angesehen wird;

In der Erwägung, dass diese Wirksamkeit einerseits durch den massiven Rückgang der Wildschweinbestände in dem Seuchengebiet und andererseits durch den bedeutenden Rückgang der offensichtlichen Inzidenz von viropositiven Fällen bei Wildschweinen seit der Entdeckung des Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest nachgewiesen wird;

In der Erwägung, dass seit dem 11. August 2019 nur Wildschweinknochen entdeckt werden (die letzten vom 4. März 2020, bei denen veterinärmedizinische Sachverständige einen Tod vor 4 bis 6 Monaten festgestellt haben), die durch virologische Tests des belgischen Referenzlabors Sciensano als positiv für das Virus der Afrikanischen Schweinepest befunden wurden;

In der Erwägung, dass diese Beobachtung einerseits im Anschluss an Perioden intensiver Suche (Erkundung) nach Kadavern gemacht wurde, die zuerst zwischen dem 6. November 2019 und dem 10. Dezember 2019 und dann zwischen dem 5. Februar 2020 und dem 25. März 2020 organisiert wurden; dass diese zweite Erkundungsphase aufrechterhalten, aber angesichts der COVID-19-Pandemie und der Kontrollmaßnahmen zur Verhinderung ihrer Ausbreitung angepasst wurde; dass diese Beobachtung andererseits anschließend an Aktionen zur Suche (Erkundung) von Kadavern gemacht wurde, die die Verwaltung seit dem 1. April 2020 organisiert und ohne Unterbrechung durchgeführt hat, wobei Letztere die Entwicklung der Epidemie im Zusammenhang mit dem Virus der Afrikanischen Schweinepest, die Feststellungen vor Ort (Vorhandensein/Nicht-Vorhandensein von Schwarzwild, Vernichtung durch Nachtschießen, ...) sowie die Vorbeugemaßnahmen gegenüber der COVID-19-Pandemie) berücksichtigt hat;

In der Erwägung, dass die erzielten Ergebnisse zwar ermutigend sind, aber dennoch unbestritten ist, dass die Afrikanische Schweinepest im Seuchengebiet noch immer präsent ist; die Epidemie ist noch nicht beendet und wird es nur noch dann sein, wenn die EU-Kommission der Ansicht sein wird, dass Belgien ein von der Afrikanischen Schweinepest befreites Gebiet ist;

In der Erwägung, dass diese Faktoren Anlass zu einer Neubewertung der Eindämmung der Krankheit gegenüber den verschiedenen Aktivitäten im Wald geben, ohne jedoch die Kernthematik zu gefährden, die nach wie vor die Wahrung des Allgemeininteresses ist;

In der Erwägung, dass diese Neubewertung der verschiedenen Aktivitäten im Wald ununterbrochen unter Berücksichtigung des Schnellgutachtens (09-2020) durchgeführt wird, das der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK am 20. März 2020 (Akte SciCom 2020/05) im Anschluss an den Antrag der Wallonischen Region vom 19. Februar 2020 vorgelegt und genehmigt hat, in dem die verschiedenen Aktivitäten im Wald im Hinblick auf ihr Risiko der Verbreitung des Virus bewertet werden und dessen Inhalt am 10. April 2020 mit den regionalen Experten diskutiert werden konnte, sowie auf der Grundlage des Gutachtens (06-2020), das der Wissenschaftliche Ausschuss der

FASNK am 20. März 2020 vorgelegt und genehmigt hat (Akte SciCom 2019/11) und in dem eine semi-quantitative Risikobewertung der möglichen Wege der Einführung der Afrikanischen Schweinepest von wildlebenden Tieren in Hausschweinbestände in den Betrieben und ihrer anschließenden Ausbreitung in Schweinehaltungsbetriebe durchgeführt wird, wobei ebenfalls die letzten bekannten epidemiologischen Daten, d.h. diejenigen vom 3. August 2020, berücksichtigt werden;

In der Erwägung, dass Sciensano, ebenfalls auf Anfrage der FASNK, die letzten Knochen, die für das Virus der Afrikanischen Schweinepest als positiv befunden wurden, am 9. Juni 2020 an das Europäische Referenzlabor "INIA" in Madrid geschickt hat, um durch ein Kulturverfahren zu bestimmen, ob die in diesen Knochen vorhandenen Viruselemente für andere Wildschweine ansteckend sein können;

Dass die am 7. Juli erhaltenen Ergebnisse dieser Analysen nachweisen, dass dies nicht mehr der Fall ist, da das Kulturverfahren negativ ausgefallen ist;

Dass dieser Faktor eine neue Abwägung der sanitären, wirtschaftlichen und sozialen Interessen rechtfertigt;

Dass die Aufrechterhaltung des Prinzips eines Verbots des Verkehrs in der Waldumwelt trotz dieser Ergebnisse weiterhin als gerechtfertigt und entscheidend erscheint, solange Belgien nicht den Status eines vom ASP-Virus befreiten Gebiets wiedererlangt; dass dieses Verbot dennoch gelockert werden kann, um den wirtschaftlichen und sozialen Interessen besser gerecht zu werden, ohne sie mit Auflagen zu belasten, die angesichts des am 7. Juli 2020 eingegangenen Berichts über die Ansteckungsgefahr der gefundenen Knochen übermäßig streng geworden sind;

In der Erwägung, dass sich die verschiedenen Parameter aus Gründen, die mit dem Fortschreiten der Krankheit, der Größe des betreffenden Gebiets sowie mit den letzten erhaltenen wissenschaftlichen und epidemiologischen Daten zusammenhängen, ständig weiter entwickeln und nicht vollständig vorhergesehen werden können;

In der Erwägung, dass eine Frist von dreißig Tagen, um das Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates einzuholen, folglich dazu führen würde, dass diese Daten möglicherweise nicht mehr aktuell sein würden und dass das empfindliche Gleichgewicht zwischen den sanitären, wirtschaftlichen und sozialen Interessen gebrochen werden könnte;

In der Erwägung, dass diese neuen Elemente eine Anpassung der von der Wallonischen Region getroffenen Entscheidungen und Maßnahmen oder die Verabschiedung neuer Maßnahmen erfordern;

Die beantragte Dringlichkeit ist gegeben;

Aufgrund des am 7. August 2020 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 67.921 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region in Anwendung der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest und seit der Bestätigung eines Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen am 13. September 2018 verpflichtet ist, unverzüglich mehrere drastische Sofortmaßnahmen im Seuchengebiet zu ergreifen, um erstens die Ausbreitung der Seuche auf nicht mit dem Virus infizierte Waldgebiete und die Einschleppung der Seuche in Schweinehaltungsbetriebe zu verlangsamen und zu verhindern und zweitens das Virus aus ihrem Gebiet auszurotten;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen konkretisiert wurden und auch weiterhin werden durch die Durchführung und Fortführung umfangreicher Aktionen zur Vernichtung der Wildschweinbestände insbesondere im Rahmen von Fangaktionen und Nachtschießen, durch den umfangreichen Einsatz sowohl menschlicher Ressourcen (die infolge der COVID-19-Pandemie angepasst wurden) als auch materieller Ressourcen (Kauf und Bereitstellung spezifischer Gewehre, Einsatz eines großen Netzes von Kamerafallen, Erhöhung der Anzahl Ferngläser vom Typ Nachtsichtgerät) und durch die Durchführung und Fortführung intensiver Maßnahmen zur Aufspürung und Beseitigung der Wildschweinkörper und -knochen, die durch die Errichtung und Instandhaltung eines mehr als 300 Kilometer langen Netzes von Schutzzäunen, die Durchführung von Biosicherheitsmaßnahmen und die Ausbildung in diesen Maßnahmen und durch die Einrichtung umfangreicher Vorrichtungen zur Vernichtung der Tiere anhand von Schusswaffen, bestehend aus zahlreichen Ansitzstellen mit Ködern in der Nähe von Schotterwegen im Seuchengebiet;

In der Erwägung, dass diese zahlreichen frühzeitigen, proaktiven und drastischen Maßnahmen gegen die Krankheit mit fortschreitender Entwicklung der Gesundheitssituation und im Einklang mit den Empfehlungen regionaler, nationaler und europäischer Experten und Wissenschaftler, die auf die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest spezialisiert sind, angepasst und ergänzt wurden und werden;

In der Erwägung, dass diese Bekämpfungsmaßnahmen nicht durch Störungen im Zusammenhang mit dem freien Verkehr im Wald im Sinne des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch beeinträchtigt werden dürfen, die ihre Wirksamkeit erheblich beeinträchtigen oder sogar gefährden könnten;

In der Erwägung, dass das Milieu und der Lebensraum des Wildschweins, die einzige Art der wildlebenden Tierwelt, die durch den ASP-Virus infiziert werden kann (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 8), hauptsächlich der Wald ist;

In der Erwägung, dass Wildschweine, die die Krankheit entwickelt haben, das Virus nicht nur auf ihre Artgenossen, sondern auch auf Zuchtschweine übertragen können;

In der Erwägung, dass aus den bestehenden wissenschaftlichen Schriften über die Verbreitung der Afrikanischen Schweinepest hervorgeht, dass diese bei Tieren, die die Krankheit entwickeln können, ebenfalls durch menschliche Aktivitäten erleichtert wird (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 7);

In der Erwägung, dass in Anwendung dieser Doktrin davon ausgegangen wird, dass die Aufrechterhaltung des Verkehrs im Wald eine Gefahr der Ausbreitung des Virus auf nicht infizierte Waldgebiete und auf Schweinehaltungsbetriebe darstellt, sowohl durch die Auswirkungen der Störung kranker Wildtiere, als auch durch die mechanische Übertragung des Virus durch menschliche Aktivitäten (indirekte Übertragung) nach Kontakt mit einem Wildschweinkadaver oder mit biologischen Substanzen von infizierten Wildschweinen;

In der Erwägung, dass es daher angebracht ist, um die Gefahr der Verbreitung des Virus so weit wie möglich einzuschränken, die menschlichen Aktivitäten, die angesichts dieser Verbreitungsgefahr im Wald uneingeschränkt zugelassen, zeitweilig angepasst oder vorübergehend untersagt werden können, auf der Grundlage wissenschaftlicher Studien zu bewerten;

In der Erwägung, dass eine unangemessene Bekämpfung der Seuche und eine falsche Einschätzung des Risikos ihrer Ausbreitung auf Hausschweine haltende Betriebe katastrophale wirtschaftliche Folgen hätten, die sich verheerend auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region und allgemein auf das Königreich Belgien oder auch auf andere Mitgliedstaaten auswirken würden;

In der Erwägung, dass für den Fall, dass die Eindämmung der Krankheit daher nicht gewährleistet ist und die befürchtete Ausbreitung eintritt, es unwahrscheinlich ist, dass die Krankheit trotz der getroffenen Bekämpfungsmaßnahmen unter Kontrolle gebracht werden kann;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region daher, um der Rolle eines angemessen umsichtigen und gewissenhaften Verwalters des allgemeinen Interesses gerecht zu werden, die Sicherheit und Vorsicht durch die Kombination von Kontrollmaßnahmen mit der Eindämmung der Epidemie fördern muss;

In der Erwägung, dass es hier um den Schutz des allgemeinen Interesses geht;

In der Erwägung, dass folglich und um die Wirksamkeit und Nachhaltigkeit der oben genannten Bekämpfungsmaßnahmen im Hinblick auf den Schutz des allgemeinen Interesses zu gewährleisten, aufeinanderfolgende Ministerielle Erlasse, die den Verkehr im Wald vorübergehend untersagen, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, verabschiedet wurden, von denen der jüngste der Ministerielle Erlass vom 11. Mai 2020 ist, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

In der Erwägung, dass in diesen Ministeriellen Erlassen unter Berücksichtigung der Entwicklung der Krankheit im Seuchengebiet jedoch eine gewisse Flexibilität für die Ausübung bestimmter ausgewiesener Aktivitäten, unter anderem unter Einhaltung der Sicherheits- und Biosicherheitsmaßnahmen, vorgesehen und begründet wurde;

In der Erwägung, dass die verschiedenen Interessen, einschließlich der spezifischen Interessen, und ihre potenziellen Auswirkungen auf die Ausbreitung der Krankheit bei der Festlegung der Lockerungen zwar berücksichtigt wurden, die Gesamtbewertung der potenziellen Gefahren jeder Aktivität im Hinblick auf die Wahrscheinlichkeit der Ausbreitung der Krankheit jedoch je nach Fall zu einer Untersagung oder Zulassung führt unter Bedingungen, die manchmal ähnlich und manchmal unterschiedlich sind;

In der Erwägung, dass die Kombination aus der Eingrenzung der Seuche durch das Verbot des Verkehrs im Wald und den bis dahin von der Wallonischen Region getroffenen Bekämpfungs- und Vernichtungsmaßnahmen von den regionalen, nationalen und europäischen Experten als wirksam erachtet wurde: nicht nur die Ausbreitung der Seuche im Seuchengebiet wurde eingedämmt, sondern auch die jüngsten Zählungen lebender Wildschweine, die im Rahmen der Suchaktionen vor Ort durchgeführt wurden, und die virologischen Analysen, die das belgische Referenzlabor Sciensano an den Kadavern oder Skeletten der im Rahmen derselben Aktionen getöteten oder tot aufgefundenen Wildschweine durchgeführt hat, zeigen einen bedeutenden Rückgang sowohl der Wildschweinbestände im Seuchengebiet, als auch der Konzentration der infizierten Wildschweine in demselben Gebiet;

In der Erwägung, dass die erzielten Ergebnisse zwar ermutigend sind, aber dennoch unbestritten ist, dass die Afrikanische Schweinepest im Seuchengebiet noch immer präsent ist;

In der Erwägung, dass eine Rückkehr zur uneingeschränkten Anwendung der im Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch enthaltenen Bestimmungen vorerst noch als verfrüht betrachtet wird, dies wahrscheinlich bis zu dem Zeitpunkt, an dem Belgien den Status eines von der ASP befreiten Gebiets wieder erlangt hat;

In der Erwägung, dass daher festgestellt wird, dass das Verbot jeglichen Verkehrs im Wald außerhalb der Straßen und Wege weiterhin eine verhältnismäßige und wirksame Maßnahme darstellt, die aufrechtzuerhalten ist, um die Ausbreitung der Seuche auf Hausschweine haltende Betriebe zu verhindern und die von der Wallonischen Region zur Ausrottung der Seuche verabschiedeten Maßnahmen und Entscheidungen zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass das Verbot des Verkehrs im Wald, um die Eindämmung der Seuche zu gewährleisten und ihre Ausbreitung auf nicht kontaminierte wild lebende Tiere und ihre Einführung in Hausschweine haltende Betriebe zu verhindern, angesichts der Entwicklung der Seuche und der vor Ort gesammelten Daten, die aufgrund der aufeinander folgenden Maßnahmen und Entscheidungen der Wallonischen Region gesammelt wurden, der Risikobewertung durch den Wissenschaftlichen Ausschuss der FASNK, die in den dessen letzten Gutachten (Schnellgutachten 09-2020 und Gutachten 06-2020) in Bezug auf bestimmte Aktivitäten in den Wäldern konkretisiert wurden, sowie der letzten Analysen, die von dem spezialisierten Europäischen Referenzlaboratorium "INIA" in Madrid durchgeführt wurden und den nicht ansteckenden Charakter der letzten gefundenen, viropositiven Knochen bestätigen, und deren ermutigenden Ergebnisse am 7. Juli 2020 mitgeteilt wurden, dennoch bestimmte Anpassungen erfordert;

In der Erwägung, dass diese Lockerung, die das Prinzip des Verkehrsverbots im Wald auf den Zugang außerhalb der Straßen und Wege und den Nachtverkehr beschränkt, nicht im Widerspruch zu den Empfehlungen des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK steht, da dieser der Ansicht war, dass sich die epidemiologische Situation der afrikanischen Schweinepest bei Wildtieren günstig entwickelt hat und dass auf der Grundlage der in ihrem Besitz befindlichen Elemente die scheinbare Inzidenz der Fälle zurückgegangen ist (seit August 2019 wurden keine neuen viropositiven Leichen mehr gefunden und keine viropositiven Wildschweine mehr abgeschossen oder gefangen); dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK das Risiko der Verbreitung des ASP-Virus bei Wildtieren als "gering" und das Risiko der Einschleppung des ASP-Virus bei Hausschweinen als "sehr gering" bewertet hat (Wissenschaftlicher Ausschuss der FASNK - Schnellgutachten 09-2020 - Neubewertung der Risiken der Ausbreitung des ASP-Virus auf wildlebende Tiere und der Einführung der ASP in belgische Schweinehaltungsbetriebe in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald - Akte SciCom 2020/05, S. 9);

In der Erwägung, dass die in diesen Gutachten formulierten Schlussfolgerungen und Empfehlungen berücksichtigt werden, um die Interessenabwägung neu zu bewerten und die Vorkehrungen für das Verkehrsverbot im Wald zu treffen und festzulegen;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in seinem Schnellgutachten (09-2020) in Anbetracht aller von der Wallonischen Region beschlossenen und durchgeführten drastischen Maßnahmen davon ausgeht, dass sich die Ausbreitung der Seuche in dem Seuchengebiet derzeit stabilisiert hat;

In der Erwägung, dass die Behörden angesichts der wirtschaftlichen Risiken jedoch vorsichtig sein müssen, und davon ausgehen sollen, dass die Lage im Seuchengebiet weiterhin kritisch ist und bis zur vollständigen Ausrottung der Krankheit auch kritisch bleiben wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region - vorbehaltlich der Lage im Zusammenhang mit dem COVID-19-Virus -, um die Situation vollständig unter Kontrolle zu halten, alle bisher getroffenen Bekämpfungsmaßnahmen aufrecht erhält, die sich als wirksam erwiesen haben und sich bis nun sehr positiv und zweckmäßig auf die Krankheitsbekämpfung ausgewirkt haben;

In der Erwägung, dass es daher auf der Grundlage der Analyse und der Überlegungen des Schnellgutachtens (09-2020) des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK (Akte SciCom 2020/05) angebracht ist, die Vernichtung des Wildschweinbestands im Seuchengebiet als absolute Priorität aufrechtzuerhalten, um jede neue Infektion im Seuchengebiet sowie außerhalb zu vermeiden, um keine endemische Situation innerhalb sowie außerhalb des Seuchengebiets zu schaffen;

In der Erwägung, dass die seuchefreie Zone durch die Jäger und die Bediensteten der Wallonischen Region (zu ungewöhnlichen Zeiten, Tagen und an ungewöhnlichen Orten) im gesamten Seuchengebiet aufrechterhalten werden muss, und zwar insbesondere an Orten, an denen in letzter Zeit Spuren der Verbreitung lebender Wildschweine festgestellt wurden, um diese endemische Phase einzudämmen und die Ausrottung der Krankheit zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass dies ebenfalls für die Maßnahmen zur Suche und Beseitigung von Wildschweinkadavern gilt, die den doppelten Vorteil haben, den sylvatischen Zyklus zu durchbrechen und eine Datierung der Wildschweinkadaver zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass auch wenn die Bestandsdichte von Wildschweinen und damit die Präsenz des Virus im Seuchengebiet zurückgegangen ist, die sporadische Präsenz von lebenden Wildschweinen im gesamten Seuchengebiet durch direkte (nächtliche Einsätze und selbstauslösende Kameras) oder indirekte (Spuren) Beobachtungen vor Ort dennoch nachgewiesen wird;

In der Erwägung, dass aus offensichtlichen Gründen, die mit der Sicherheit der Personen und dem Risiko der Störung des Wildes zusammenhängen, die Aufrechterhaltung dieser Maßnahmen zur Schaffung einer seuchenfreien Zone und zur Aufspürung der Kadaver nicht durch Verkehr im Wald, der für die Bekämpfung der Krankheit im Seuchengebiet nicht unerlässlich ist, beeinträchtigt werden darf;

In der Erwägung, dass der Verkehr im Wald bei Nacht (konkret ab dem offiziellen Sonnenuntergang bis zu dem offiziellen Sonnenaufgang, je nach den täglichen Ephemeriden) in jedem Fall zu Sicherheitszwecken untersagt werden muss;

In der Erwägung, dass die Durchführung von Lockerungsmaßnahmen, die mit der Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Tätigkeit im Seuchengebiet verbunden sind, daher vorab auf ihre Eignung für die Durchführung der von der Wallonischen Region beschlossenen Bekämpfungsmaßnahmen geprüft wird;

In der Erwägung, dass auch wenn die Bewertung des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK ermutigend ist, in Anbetracht der vorangehenden Ausführungen nicht geschlussfolgert werden kann, dass die Krankheit vollständig beseitigt wurde, solange die EU-Kommission Belgien nicht offiziell als von der ASP befreites Gebiet anerkannt hat;

In der Erwägung, dass aus diesen verschiedenen Gründen die Möglichkeit bestehen muss, den Personen, die mit der Bekämpfung dieser Krankheit und der Durchführung der gegen sie getroffenen Maßnahmen beauftragt sind, der Zugang zum Seuchengebiet zu gestatten;

In der Erwägung, dass zudem unter bestimmten Sicherheits- und Biosicherheitsvorkehrungen jedoch Abweichungen von diesem allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald für eine begrenzte Anzahl von Begünstigten vorgesehen werden können, sei es aus Gründen der öffentlichen Sicherheit oder aus wirtschaftlichen oder sozialen Gründen;

In der Erwägung, dass diese Abweichung Personen und Aktivitäten betrifft, die nicht mit der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Zusammenhang stehen;

In der Erwägung, dass diese Abweichung daher streng im Hinblick auf den Grad der möglichen Gefahr einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest bewertet werden muss, die durch sie auf nicht infizierte Waldgebiete und Hausschweine haltende Betriebe übertragen werden kann;

In der Erwägung, dass die Möglichkeit der Gewährung einzelner Ausnahmen auf der Grundlage der letzten abgegebenen Gutachten des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK und unter Berücksichtigung der Entwicklung der Seuche bewertet und abgewägt wird, ohne dass dadurch die von der Wallonischen Region zur Bekämpfung der Ausbreitung des Virus im allgemeinen Interesse verabschiedeten Maßnahmen und Entscheidungen in Frage gestellt würden;

In der Erwägung, dass daher eine Interessenabwägung unter Berücksichtigung des Gefahrengrades durchgeführt werden muss und dass diese zur Genehmigung bestimmter Aktivitäten führt, nicht aber anderer - es sei denn unter Anwendung gewisser Vorkehrungen -, aufgrund der Art der Lebensräume, in denen sie ausgeübt werden;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in seinem Schnellgutachten (09-2020 - Akte SciCom 2020/05), auf Seite 4 folgendes erklärt *"Der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK ist der Meinung, dass sich die epidemiologische Situation der ASP in der Tierwelt seit seinem letzten Gutachten (Schnellgutachten 09-2019 und 10-2019) positiv entwickelt hat."* und weiter: *"Der Wissenschaftliche Ausschuss schätzt die Wahrscheinlichkeit der Verbreitung des ASP-Virus bei wild lebenden Tieren derzeit als "gering" und die Wahrscheinlichkeit der Einschleppung des Virus bei Hausschweinen als "sehr gering" ein. Die Schwere der Folgen eines solchen Ereignisses würde angesichts der wirtschaftlichen Auswirkungen, die mit dem Verlust des offiziell ASP-freien Status verbunden sind, dennoch erheblich bleiben."* ;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK zur Begründung seiner Neubewertung des Risikos einer Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald innerhalb des Seuchengebiets alle konsolidierten Daten der vom 6. November 2019 bis zum 15. Dezember 2019 durchgeführten Suchmaßnahmen, die konsolidierten Daten vom 17. Februar 2020 für die Vernichtung der Wildschweinbestände, die Daten der neuen Kampagne zur Analyse der Fotodaten des in dem Seuchengebiet eingesetzten Fallen-Netzwerkes und alle frühzeitigen, proaktiven und drastischen Bekämpfungsmaßnahmen, die bisher von der Wallonischen Region ergriffen wurden, berücksichtigt hat (Wissenschaftlicher Ausschuss der FASNK - Schnellgutachten 09-2020 - Neubewertung der Risiken der Ausbreitung auf wild lebende Tiere und der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in den belgischen Schweinehaltungsbetrieben in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald, Akte SciCom 2020/05, S. 22-23);

In der Erwägung, dass auf der Grundlage dieses Schnellgutachtens (09/2020), das in dem Ministeriellen Erlass vom 11. Mai 2020 bereits berücksichtigt worden ist, der Standpunkt vertreten wird, dass manuelle oder mit Handwerkzeugen verrichtete Forstarbeiten, sowie mechanisierte Forstbewirtschaftungsarbeiten in dem Seuchengebiet wieder aufgenommen werden dürfen, und dass das Kreiselbrechen oder Kämmen erneut stattfinden können, unter der Voraussetzung, dass die erforderlichen Biosicherheitsmaßnahmen ergriffen werden, dass die Intervenierenden die Schuhe, die Kleidung, die Ausrüstung und die Fahrzeuge (einschließlich Anhänger, Quads usw.), die in dem Seuchengebiet verwendet werden, reinigen, und dass die Dienststellen der Regierung der Wallonischen Region nur die motorisierten forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen, die von professionellen Betreibern für die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung benutzt wurden, im Rahmen des vom ÖDW mit einer spezialisierten Firma abgeschlossenen öffentlichen Auftrags desinfizieren lassen;

In der Erwägung, dass unter Berücksichtigung der derzeitigen Entwicklung der Seuche, der getroffenen Maßnahmen und der Verringerung des kontaminierenden Charakters der ggf. noch zurückgefundenen organischen Substanz nämlich davon ausgegangen wird, dass eine Desinfektion vor dem Verlassen der kontaminierten Zone und nicht mehr, wie in früheren Ministeriellen Erlassen vorgesehen, am Ende jeder Intervention die Möglichkeit bieten sollte, die eingegangenen Risiken unter Kontrolle zu halten und gleichzeitig die Belastung, die die Desinfektionsmaßnahmen für alle diejenigen darstellen, für die sie notwendig sind, zu verringern;

In der Erwägung, dass unter manuellen oder mit Handwerkzeugen verrichteten Forstarbeiten, für die eine Mitteilung erforderlich ist, wie in dem Ministeriellen Erlass vom 11. Mai 2020 angegeben, Vorgänge zur Bestandsaufnahme und Kennzeichnung des Holzes, Auflockerung, Anpflanzung, Schnitt, Ausäutung, Auflichtung und Unterhalt der Jagdinfrastrukturen, die mit allen herkömmlichen Handwerkzeugen und, falls erforderlich, mit mechanisierten Handwerkzeugen, die ausschließlich auf das Freischneidegerät und die Kettensäge beschränkt sind, durchgeführt werden, zu verstehen sind;

In der Erwägung, dass diese Einschränkung gerechtfertigt ist, weil die Verwendung anderer Werkzeuge oder mechanisierter Geräte dazu führen würde, dass im Falle eines Kontaktes möglicherweise vorhandene positive Knochen oder Kadaver verbreitet würden;

In der Erwägung, dass Vorbereitungs- und Auflockerungsarbeiten durch Kreiselbrechen oder Kämmen im Hinblick auf die Verbreitung des Virus ein höheres Risiko darstellen, und somit eher einer Genehmigung als einer bloßen Mitteilung unterliegen; die Genehmigung dieser Art von Arbeiten trotz des erhöhten Risikos, das sie mit sich



bringen, ist eine Antwort auf immer wiederkehrende Anfragen aus dem Forstsektor und ist heute nur dank der beruhigenden Ergebnisse des INIA-Labors über die Ansteckungsfähigkeit der seit Januar 2020 gefundenen viruspositiven Knochen möglich; es handelt sich also um einen Kompromiss, der die Vorbereitung der Parzellen für die Pflanzungen im Herbst sowie der Abschusslinien für das neue Jagdjahr, dessen Eröffnungsdatum auf den 15. September 2020 festgelegt ist, ermöglicht;

In der Erwägung, dass was die für die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung von professionellen Betreibern benutzten motorisierten forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen betrifft, diese ebenso wie die gegebenenfalls zum Einsatz gelangten Maschinentransporter zum Transport von Forstmaschinen innerhalb des Seuchengebiets auf Kosten der Dienststellen der Regierung der Wallonischen Region auf der Grundlage des öffentlichen Vertrags, den die ÖDW mit einem spezialisierten Unternehmen abgeschlossen hat, vor dem Verlassen des Seuchengebiets desinfiziert werden müssen; der Verkehr innerhalb des Seuchengebiets, einschließlich auf den Straßen, ist von nun an ohne vorherige Desinfektion möglich; ;

In der Erwägung, dass die herkömmlichen Handwerkzeuge, die mechanisierten Handwerkzeuge, die Fahrzeuge und Geräte, die von den Betreibern für die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung eingesetzt werden, den gleichen Regeln für die Reinigung und Desinfektion unterliegen, wie sie für die Forstarbeit festgelegt sind;

In der Erwägung, dass die Forstarbeiten oder die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung, um die forstwirtschaftliche Tätigkeit zu gewährleisten und den in ihrem Schnellgutachten (09-2020) geäußerten Empfehlungen des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK zu begegnen, vor ihrer Durchführung einem Verwaltungsschritt unterliegen werden, der zu Kontrollzwecken in der Übermittlung an den örtlich zuständigen Forstamtleiter einer Mitteilung für die manuellen oder mit Handwerkzeugen durchgeführten Forstarbeiten bzw. eines Antrags auf Genehmigung für die Forstarbeiten durch Kreiselbrechen oder Kämmen und für die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung besteht;

In der Erwägung, dass diese Dokumente ihm mitzuteilende spezifische Informationen enthalten, und dass sie verlängert werden können, es sei denn, die Bedingungen für den Zugang und die Sicherheits- oder Biosicherheitsmaßnahmen wurden von den Intervenierenden nicht eingehalten;

In der Erwägung, dass die Art des vorzulegenden Dokuments im Hinblick auf die Art des Risikos, das mit den durchzuführenden Tätigkeiten im forstwirtschaftlichen Sektor verbunden ist, gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass der professionelle oder private Forstbetreiber, der Forsteigentümer oder der Jäger (spezifisch für den Unterhalt der Jagdinfrastrukturen), bei der Einreichung der Mitteilung und des Genehmigungsantrags auch eine Bescheinigung über die Teilnahme an einem Lehrgang der Wallonischen Region für Biosicherheitsmaßnahmen und eine ehrenwörtliche Verpflichtung zur strengen Einhaltung der gelehrten Sicherheits- und Biosicherheitsmaßnahmen beifügt;

In der Erwägung, dass der Intervenierende nach Abschluss der Desinfektion der für die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung von einem professionellen Betreiber benutzten motorisierten forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen dem Förster das Zertifikat über die Durchführung der Desinfektion durch das spezialisierte Unternehmen überreicht;

In der Erwägung, dass diese verschiedenen Dokumente mit Ausnahme des dem örtlich zuständigen Forstamtleiter zu übermittelnden Zertifikats über die Desinfektion der forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen durch das von den Dienststellen der Regierung der Wallonischen Region beauftragte, spezialisierte Unternehmen sowie ihr Inhalt im Anhang zu dem vorliegenden Ministeriellen Erlass beigefügt werden;

In Erwägung der Tatsache, dass bisher nur professionelle Forstunternehmer zur Durchführung von forstwirtschaftlichen Bewirtschaftungsarbeiten berechtigt waren, dass aber große Mengen an Brennholz in dem Seuchengebiet nicht bewirtschaftet oder evakuiert werden konnten;

In Erwägung der Tatsache, dass es angesichts der Verminderung des Kontaminationsrisikos, die sich zu bestätigen scheint, und unter Berücksichtigung der Notwendigkeit, dass ein Teil der örtlichen Bevölkerung in den Genuss von Brennholzlosen kommen muss, die sie vor dem Ausbruch der afrikanischen Schweinepest kaufen wollte, angebracht ist, die Bewirtschaftung von Brennholzlosen durch Privatpersonen vorbehaltlich der Anwendung von Biosicherheitsmaßnahmen erneut zu genehmigen;

Dass die Übernahme der Kosten für die Desinfektion der Forstbewirtschaftungsmaschinen für diese Lose jedoch den professionellen Betreibern vorbehalten ist, die diese Maschinen am ehesten aus dem Seuchengebiet entfernen würden; Privatpersonen müssen die Maschinen nur dann auf eigene Kosten desinfizieren, wenn sie das Gebiet verlassen;

Dass die Desinfektion des von den Jägern für die Vorbereitung der Jagd benutzten Materials ebenfalls zu ihren Lasten geht;

In der Erwägung, dass es im Hinblick auf die Wohnungen und Zweitwohnungen, sowie auf die landwirtschaftlichen, Fischzucht- und Bergbauaktivitäten, die sich mitten in den Forsten und Wäldern befinden, es nicht mehr nötig ist, Ausnahmeregelungen vorzusehen, da der Verkehr auf den Forstwegen und -pfaden innerhalb des Seuchengebiets nicht mehr untersagt ist;

In der Erwägung, dass das Nullrisiko einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest durch den Verkehr auf diesen Wegen und Pfaden nicht garantiert werden kann, dass dieses Risiko jedoch angesichts der Persistenz und Resistenz des Virus auf dieser Art von Untergrund und der begrenzten Anzahl noch gefundener viruspositiver Tiere derzeit als äußerst gering eingestuft wird;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK für die Aktivitäten im touristischen Sektor in Bezug auf die Wanderer (Fußgänger) empfiehlt, einige wesentliche Bedingungen einzuhalten, und zwar die Anwendung von Biosicherheitsmaßnahmen wie das Wechseln von Kleidung und Schuhen nach einem Waldspaziergang, den Schotterwegen zu folgen und nicht tief in den Wald einzudringen, außer auf anerkannten markierten Wegen, und die Aufrechterhaltung des Verbots des Mitführens von Hunden während dieser Spaziergänge. (Wissenschaftlicher Ausschuss der FASNK - Schnellgutachten (09-2020) - Neubewertung der Risiken der Ausbreitung auf wild lebende Tiere und der Einführung der Afrikanischen Schweinepest in den belgischen Schweinehaltungsbetrieben in Verbindung mit einer bedingten Wiederaufnahme der verschiedenen Aktivitäten im Wald, SciCom 2020/05, S.33);

Dass diese Empfehlungen berücksichtigt und geschätzt werden, um die Maßnahmen des vorliegenden Erlasses festzulegen;

In der Erwägung, dass eine Lockerung der Maßnahmen zum Verkehrsverbot im Wald, um den Tagesverkehr auf den Straßen und Wegen in Übereinstimmung mit den Regeln des Forstgesetzbuches zu ermöglichen, nicht gegen die festgelegte absolute Priorität, nämlich die Ausrottung der Krankheit, verstoßen dürfte; dass aus Sicherheitsgründen, im Hinblick auf das Nachtschießen, das fortgesetzt wird, und im Interesse der Homogenität mit den Jagdvorschriften, der Verkehr im Wald auf Wegen und Pfaden von der offiziellen Zeit des Sonnenuntergangs bis zur offiziellen Zeit des Sonnenaufgangs gemäß der täglichen Ephemeride verboten bleibt, außer an Orten, an denen die Forstwege und -pfade der einzige direkte Zugang zu einem Gebäude sind (Wohnung, Zweitwohnung, Campingplatz, Restaurant, Kulturzentrum usw.);

In der Erwägung, dass ein erhebliches Risiko der Ausbreitung des Virus der Afrikanischen Schweinepest durch das Vordringen in den Wald zum Sammeln von Waldprodukten wie zum Beispiel Pilze, Blumen, wilden Aroma- und Heilpflanzen, oder für Fotoaufnahmen besteht, was zur Aufrechterhaltung des Verbots dieser Aktivitäten führt;

In der Erwägung, dass es andererseits nunmehr erlaubt ist, den Wald zu Jagdzwecken zu betreten, da die Regulierung von anderem Wild als Schwarzwild im Seuchengebiet unerlässlich geworden ist, insbesondere um Schäden an landwirtschaftlichen Beständen und Kulturen zu verhindern;

In der Erwägung, dass die in dem vorliegenden Ministeriellen Erlass beschlossenen Maßnahmen bis zum 31. März 2021 gelten;

Dass dies durch die Tatsache begründet ist, dass die Seuche, obwohl sie aufgrund des beträchtlichen Rückgangs der Zahl der Wildschweine in dem Seuchengebiet weniger präsent ist, in den Waldgebieten nach wie vor aktiv und bis heute noch nicht beendet ist;

Dass die Region bis zu diesem Datum, sofern nicht neue positive Fälle entdeckt werden, auf europäischer Ebene die Akte eingereicht haben wird, um den Status "SEUCHENFREI GEGENÜBER DER AFRIKANISCHEN SCHWEINEPEST" wieder zu erlangen, und dass der diesbezügliche europäische Beschluss die Aufhebung des vorliegenden Erlasses ermöglichen wird;

Beschließt:

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° manuelle oder mit Handwerkzeugen verrichtete Forstarbeiten: die Vorgänge zur Bestandsaufnahme und Kennzeichnung des Holzes, Auflockerung, Anpflanzung, Schnitt, Ausästung, Auflichtung und Unterhalt der Jagdinfrastrukturen, die mit allen herkömmlichen Handwerkzeugen und, falls erforderlich, mit mechanisierten Handwerkzeugen, die ausschließlich auf das Freischneidegerät und die Kettensäge beschränkt sind, durchgeführt werden;

2° forstwirtschaftliche Bewirtschaftung: der Teil der Bewirtschaftung im Sinne von Artikel 3 Ziffer 10 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, der auf das Fällen, Rücken und Entfernen von Stamm- oder Kronenholz der Nadel- oder Laubbaumbestände beschränkt ist, und der Noteinschlag im Sinne von Artikel 3 Ziffer 8 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch;

3° forstwirtschaftliche Geräte und Maschinen: mechanische Geräte und Maschinen, die spezifisch für die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung bestimmt sind, wie z.B. Harvester, Skidder, Forwarder usw.;

4° Straße: die Straße im Sinne von Artikel 3 Ziffer 24 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch;

5° Weg: der Weg im Sinne von Artikel 3 Ziffer 7 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch;

6° Pfad: der Pfad im Sinne von Artikel 3 Ziffer 25 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch;

7° Forstgesetzbuch: das Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch.

**Art. 2** - In Abweichung der Artikel 19 bis 23 und 27 des Forstgesetzbuches ist es jedem untersagt, sich außerhalb der Straßen, Wege und Pfade im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches in den Wäldern und Forsten zu bewegen, die sich innerhalb der Außengrenzen des Seuchengebiets befinden, die in dem Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2020 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen festgelegt wurden.

Alle Zugangsgenehmigungen außerhalb der Straßen, Wege und Pfade, die gegebenenfalls auf der Grundlage der oben genannten Artikel vor dem Datum der Bestätigung des Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest in der Wallonischen Region, also vor dem 13. September 2018 erteilt wurden, werden ausgesetzt.

Folgenden Personen kann ausschließlich im Rahmen der für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest erforderlichen Maßnahmen, insbesondere zur Feststellung weiterer Seuchenherde, Vernichtung der Wildschweine und Beseitigung der verendet aufgefundenen oder erlegten Wildschweine, erlaubt werden, von dem Verbot in Absatz 1 abzuweichen, unter der Bedingung, dass sie die Biosicherheitsausbildung gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2020 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen abgelegt haben, und dass sie die in Artikel 8 des vorliegenden Erlasses erwähnte Desinfektion durchführen, um die Ausbreitung der Krankheit zu verhindern: die Personalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen und der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und jede von diesen Abteilungen bevollmächtigte Person, die Inhaber eines Jagdrechts und ihre vereidigten Jagdhüter, die Eigentümer, die Personalmitglieder des Netzwerks der Gesundheitsüberwachung der wildlebenden Tiere in der Wallonie "Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie", die Personalmitglieder des Zivilschutzes, die Personalmitglieder der für Tierseuchen zuständigen Dienststellen und die Personalmitglieder der lokalen und föderalen Polizei, die Personalmitglieder entweder der Verwaltungen oder der spezialisierten Unternehmen, die für die Errichtung eines Zauns zur Begrenzung der Wanderungen von Wildschweinen im Seuchengebiet verantwortlich sind.

Innerhalb von 72 Stunden nach den in Artikel 8 genannten Reinigungs- und Desinfektionsmaßnahmen ist es diesen Personen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen. Für all diese Personen gilt, dass kein Material (Schuhe, Kleidung, Ausrüstung, Fahrzeuge), das im Seuchengebiet verwendet wird, in einen Schweinehaltungsbetrieb oder einen Umkreis, in dem Hausschweine gehalten werden, gelangen darf.

**Art. 3** - In Abweichung von Artikel 2 werden Interventionen, die nicht mit der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Zusammenhang stehen und den Zugang zu den Wäldern und Forsten des Seuchengebiets abseits der Straßen, Wege oder Pfade erfordern, unter den folgenden Bedingungen genehmigt:

1° die Intervention wird in Ausübung ihrer Aufgaben von den Rettungsdiensten, dem Zivilschutz, den Polizeikräften, den Personalmitgliedern und Betreibern der Wasserversorgungsnetze oder der Strom- oder Gasnetze, den Mitarbeitern von Infrabel, den Mitarbeitern der Mobilfunkbetreiber, den Personalmitgliedern oder Bevollmächtigten der gemeinschaftlichen Infrastrukturen oder der Infrastrukturen öffentlichen Interesses oder den mit der Instandhaltung der Straßen und Wege beauftragten Personen durchgeführt;

2° sofern es sich nicht um eine lebensbedrohliche Notlage handelt, ist die Intervention vorab schriftlich dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen mitzuteilen;

3° der Zugang zum Ort der Intervention erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

4° die Fahrzeuge, das Material, die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden, die für die Intervention benutzt werden, und die die Straßen verlassen haben, werden von den Intervenierenden gemäß Artikel 8 gereinigt und desinfiziert;

5° beim Auffinden des Kadavers oder der Karkasse eines Wildschweins darf sich dem Kadaver oder der Karkasse unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

6° innerhalb von 72 Stunden nach den Reinigungs- und Desinfektionsmaßnahmen oder nach jeglicher Tätigkeit im Seuchengebiet ist es den Intervenierenden untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen;

7° das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, Werkzeuge usw., die im Seuchengebiet benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.

**Art. 4** - In Abweichung von Artikel 2 kann der Verkehr in den Wäldern und Forsten außerhalb der Straßen, Wege und Pfade im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches zur Ausübung der Jagd unter folgenden Bedingungen erlaubt werden:

1° der Zugang zum Ort der Jagd erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

2° bevor sie in dem Seuchengebiet tätig werden, absolvieren die Intervenierenden eine der Wallonie erteilte spezifische Biosicherheitsausbildung;

3° kein Zugang wird während des Zeitraums zwischen dem offiziellen Sonnenuntergang und dem offiziellen Sonnenaufgang erlaubt, es sei denn für die Suche nach verwundetem Wild unter Vorbehalt einer vorhergehenden Kontaktaufnahme mit dem Forstamtleiter;

4° die Fahrzeuge, das Material, die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden, die für die Jagd benutzt werden, und die die Straßen verlassen haben, werden von den Intervenierenden gemäß Artikel 8 gereinigt und desinfiziert;

5° beim Auffinden des Kadavers oder der Karkasse eines Wildschweins darf sich dem Kadaver oder der Karkasse unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

6° innerhalb von 72 Stunden nach den Reinigungs- und Desinfektionsmaßnahmen oder nach jeglicher Tätigkeit im Seuchengebiet ist es den Intervenierenden untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen;

7° das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, Werkzeuge usw., die im Seuchengebiet während der Jagd benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

**Art. 5** - § 1. In Abweichung von Artikel 2 wird der Verkehr außerhalb der Straßen, Wege und Pfade in den Wäldern und Forsten im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches zur Durchführung von manuellen oder mit Handwerkszeugen verrichteten Forstarbeiten unter folgenden Mindestbedingungen erlaubt:

1° eine vorherige Mitteilung nach dem Muster in Anhang I ist von dem professionellen Forstbetreiber, dem Forsteigentümer oder seinem Beauftragten, dem Jäger oder seinem Beauftragten mindestens 3 Werktage vor dem Beginn der manuellen oder mit Handwerkszeugen verrichteten Forstarbeiten an den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen zu richten; diese Mitteilung betrifft einen Zugangszeitraum von höchstens einem Monat ab deren Sendung; eine neue Mitteilung kann mindestens 3 Arbeitstage vor Ablauf dieser Frist übermittelt werden, um das Zugangsrecht zu erneuern;

2° der Zugang zum Ort der Forstarbeiten erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

3° bevor sie in dem Seuchengebiet tätig werden, absolvieren die Intervenierenden eine der Wallonie erteilte spezifische Biosicherheitsausbildung;

4° in der Zeit zwischen dem offiziellen Sonnenuntergang und dem offiziellen Sonnenaufgang ist kein Zutritt erlaubt;

5° die Fahrzeuge, das Material, die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden, die für manuelle Forstarbeiten abseits der Straßen eingesetzt wurden, sind von den Intervenierenden gemäß Artikel 8 zu reinigen und zu desinfizieren;

6° beim Auffinden des Kadavers oder der Karkasse eines Wildschweins darf sich dem Kadaver oder der Karkasse unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

7° innerhalb von 72 Stunden nach den Reinigungs- und Desinfektionsmaßnahmen oder nach jeglicher Tätigkeit im Seuchengebiet ist es den Intervenierenden untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen;

8° das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, Werkzeuge usw., die bei den in dem Wald im Seuchengebiet durchgeführten manuellen Forstarbeiten benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

§ 2. In Abweichung von Artikel 2 kann der Verkehr in den Wäldern und Forsten außerhalb der Straßen, Wege und Pfade im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches zwecks der Durchführung von Vorbereitungs- und Auflockerungsarbeiten durch Kreiselbrechen oder Kämmen, einschließlich der Vorbereitung der Abschusslinien für die Jagd unter folgenden Mindestbedingungen erlaubt werden:

1° ein vorheriger Genehmigungsantrag nach dem Muster in Anhang II ist von dem professionellen Forstunternehmer, dem Forsteigentümer oder seinem Beauftragten, dem Jäger oder seinem Beauftragten an den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen zu richten;

2° so schnell wie möglich und innerhalb einer Frist von höchstens 10 Werktagen nach dem Sendedatum des Antrags informiert der örtlich zuständige Forstamtleiter den Intervenierenden über seine Entscheidung zu dem geäußerten Antrag; die Genehmigung deckt einen Zugangszeitraum von höchstens einem Monat ab der Erteilung der Genehmigung; vor Ablauf dieser Frist kann ein neuer Genehmigungsantrag gestellt werden, um die Erneuerung des Zugangsrechts zu beantragen;

3° der Zugang zum Ort der Kreiselbrech- oder Kämmarbeiten erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

4° bevor sie in dem Seuchengebiet tätig werden, absolvieren die Intervenierenden eine der Wallonie erteilte spezifische Biosicherheitsausbildung;

5° in der Zeit zwischen dem offiziellen Sonnenuntergang und dem offiziellen Sonnenaufgang ist kein Zutritt erlaubt;

6° die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden, sowie die Fahrzeuge und das Material, die die Straßen verlassen haben, und für die Kreiselbrech- oder Kämmarbeiten benutzt wurden, sind von den Intervenierenden gemäß Artikel 8 zu reinigen und zu desinfizieren;

7° beim Auffinden des Kadavers oder der Karkasse eines Wildschweins darf sich dem Kadaver oder der Karkasse unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

8° innerhalb von 72 Stunden nach den Reinigungs- und Desinfektionsmaßnahmen oder nach jeglicher Tätigkeit im Seuchengebiet ist es den Intervenierenden untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen;

9° das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, Werkzeuge usw., die bei den in dem Wald im Seuchengebiet durchgeführten Kreiselbrech- oder Kämmarbeiten benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

§ 3. Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass die Person, die die Mitteilung oder Genehmigung eingereicht hat, eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt, so kann sie die Einreichung einer neuen Mitteilung oder eines neuen Genehmigungsantrags für die Durchführung der in diesem Artikel genannten Arbeiten sowie jede Ausnahme von dem im vorliegenden Erlass angeführten Verbot, sich außerhalb von Straßen, Wege und Pfade in dem von der Afrikanischen Schweinepest betroffenen Gebiet zu bewegen, verweigern, bis Belgien seinen für die Afrikanische Schweinepest seuchenfreien Status wiedererlangt hat.

**Art. 6** - In Abweichung von Artikel 2 kann der Verkehr in den Wäldern und Forsten außerhalb der Straßen, Wege und Pfade im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches zwecks der forstwirtschaftlichen Bewirtschaftung, einschließlich der Bewirtschaftung von Brennholz durch Privatpersonen, unter folgenden Mindestbedingungen erlaubt werden:

1° ein vorheriger Genehmigungsantrag nach dem Muster in Anhang II ist von dem professionellen Forstbetreiber, dem Forsteigentümer oder seinem Beauftragten, oder von der Privatperson, die im Seuchengebiet Brennholzlose gekauft hat, an den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen zu richten;

2° so schnell wie möglich und innerhalb einer Frist von höchstens 10 Werktagen nach dem Sendedatum des Antrags informiert der örtlich zuständige Forstamtleiter den Intervenierenden über seine Entscheidung zu dem geäußerten Antrag; die Genehmigung deckt einen Zugangszeitraum von höchstens einem Monat ab der Erteilung der Genehmigung; vor Ablauf dieser Frist kann ein neuer Genehmigungsantrag gestellt werden, um die Erneuerung des Zugangsrechts zu beantragen;

3° der Zugang zu den Beständen erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

4° bevor sie in dem Seuchengebiet tätig werden, absolvieren die Intervenierenden eine der Wallonie erteilte spezifische Biosicherheitsausbildung;

5° in der Zeit zwischen dem offiziellen Sonnenuntergang und dem offiziellen Sonnenaufgang ist kein Zutritt erlaubt;

6° die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden, sowie die Fahrzeuge und das Material, die die Straßen verlassen haben, und die für die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung eingesetzt wurden, sind von den Intervenierenden gemäß Artikel 8 zu reinigen und zu desinfizieren;

7° die Desinfektion der forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen der professionellen Forstbetreiber und der gegebenenfalls zum Einsatz gelangten Maschinentransporter zum Transport der forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen innerhalb des Seuchengebiets ist verpflichtet und wird vor dem Verlassen des Seuchengebiets auf Kosten der Dienststellung der Regierung der Wallonischen Region auf der Grundlage des öffentlichen Vertrags, den der ÖDW mit einem spezialisierten Unternehmen abgeschlossen hat, gewährleistet; eine Bescheinigung über die Desinfektion der forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen und ggf. der Maschinentransporter wird von dem spezialisierten Unternehmen ausgestellt und am Ende des Desinfektionsverfahrens vom Intervenierenden an die Verwaltung übergeben;

8° beim Auffinden des Kadavers oder der Karkasse eines Wildschweins darf sich dem Kadaver oder der Karkasse unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

9° innerhalb von 72 Stunden nach den Reinigungs- und Desinfektionsmaßnahmen oder nach jeglicher Tätigkeit im Seuchengebiet ist es den Intervenierenden untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen;

10° das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen usw., die bei der im Seuchengebiet durchgeführten forstwirtschaftlichen Bewirtschaftung benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

Da die Betriebe in Feuchtgebieten als stärker gefährdet gelten, sind für sie folgende zusätzliche Bedingungen zu erfüllen:

1° auf einem Streifen von fünfundzwanzig Metern rund um Quellen und Sickerflächen, auf einem Streifen von hundert Metern rund um Fassungsbrunnen oder auf einem Streifen von hundert Metern rund um Stauseen, sowie in torfhaltigen und torfähnlichen Böden, wie sie auf der pedologischen Karte der Wallonie angegeben sind, darf nur die Bewirtschaftung von Beständen von durch den Borkenkäfer befallenen Fichten oder von Windbrüchen in den Fichtenbeständen erlaubt werden;

2° auf einem Streifen von fünfundzwanzig Metern beiderseits der Wasserläufe, sowie auf hydromorphen Böden mit permanenter Wasserfläche, wie sie auf der pedologischen Karte der Wallonie angegeben sind, darf jegliche Bewirtschaftung nach dem Ermessen des örtlich zuständigen Forstamtleiters und unter den von ihm festgelegten Bedingungen genehmigt werden.

Die Nichteinhaltung der in dem vorliegenden Artikel genannten Verpflichtungen hat die Verweigerung jedes weiteren Genehmigungsantrags und jeder weiteren Ausnahme vom Verbot, sich außerhalb von Straßen, Wege und Pfade in dem von der Afrikanischen Schweinepest betroffenen Gebiet zu bewegen, zur Folge, bis Belgien seinen für die Afrikanische Schweinepest seuchenfreien Status wiedererlangt hat.

**Art. 7** - Für jeglichen Verkehr auf Wegen und Pfaden, die die Wälder und Forste durchqueren, die sich innerhalb des im Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Juni 2020 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen festgelegten Umkreises des Seuchengebietes befinden, sind die folgenden Bedingungen einzuhalten:

1° außer in den in Artikel 2 und 3 genannten Fällen oder im Falle eines direkten Zugangs zu einem Gebäude wie einer Wohnung, einer Zweitwohnung, einem Campingplatz, einer Herberge, einem Restaurant, einem Museum, einem Schloss, oder einer Erbestätte, ist zwischen dem offiziellen Sonnenuntergang und dem offiziellen Sonnenaufgang kein Verkehr erlaubt;

2° beim Auffinden des Kadavers oder der Karkasse eines Wildschweins darf sich dem Kadaver oder der Karkasse unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser bzw. diese berührt werden. Der örtlich zuständige Förster oder, mangels dessen, die Nummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

3° innerhalb von 72 Stunden nach ihrem Besuch des Seuchengebietes ist es den in diesem Artikel erwähnten Nutzern untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben;

4° die Hunde und sonstigen Haustiere, die im Seuchengebiet herum geführt worden sind, sowie die Zug-, Lastreit- oder Zuchttiere, das Material, die Maschinen, Ausrüstungen, Arbeitskleider, Schuhe, Fahrzeuge, Werkzeuge usw., die von den in diesem Artikel erwähnten Nutzern im Seuchengebiet benutzt wurden, dürfen in einen Schweinehaltungsbetrieb nicht eingeführt werden.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht eingehalten wird, kann sie den betreffenden Personen den Zutritt zum ASP-infizierten Gebiet untersagen, bis Belgien seinen seuchenfreien Status wiedererlangt hat.

**Art. 8** - Wenn aufgrund des vorliegenden Erlasses eine Desinfektion erforderlich ist, gelten folgende Mindestmaßnahmen:

1° für Geräte und Fahrzeuge (einschließlich der Innenteppiche, Räder und Seitenschweller) bei einer Zufahrt abseits von Straßen, muss die Desinfektion vor dem Verlassen des Seuchengebietes wie folgt durchgeführt werden:

a) alle Spuren von Erde werden beseitigt, erforderlichenfalls mit einer Bürste;

b) eine erste Reinigung mit Seifenwasser wird durchgeführt;

c) die Desinfektion als solche erfolgt dann durch Besprühen mit einer Lösung von Viruzidprodukten, die gemäß der Verordnung (EG) Nr. 528/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Mai 2012 über die Bereitstellung auf dem Markt und die Verwendung von Biozidprodukten zugelassen sind, und die sich als wirksam gegen das die Afrikanische Schweinepest verursachende Virus erwiesen haben;

2° Stiefel und Schuhe werden nicht nur vor Ort und am Ende jeglicher Intervention nach den gleichen Modalitäten wie unter Nr. 1 gereinigt und desinfiziert, sondern auch im Fahrzeug in einem dafür vorgesehenen Kunststoffbeutel oder -behälter aufbewahrt; anschließend werden sie in einer Lösung aus reinem Natriumhypochlorit (NaClO) in einer wässrigen Lösung mit Salz (NaCl) (Typ Bleichmittel), die um 10 % verdünnt wird, über Nacht eingeweicht;

3° für die Personen:

a) eine Dusche ist so schnell wie möglich zu nehmen;

b) die getragene Kleidung wird bei hoher Temperatur gewaschen; wenn sich die Suche über mehrere Tage hintereinander erstreckt, können die Beteiligten die Kleidung am Ende dieses Zeitraums waschen, aber diese Kleidung wird nur für die Suche verwendet;

c) bei Kontakt mit einem Wildschwein wird die getragene Kleidung noch am selben Tag bei mindestens 60°C gewaschen.

**Art. 9** - Der Ministerielle Erlasses vom 11. Mai 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, wird aufgehoben.

**Art. 10** - Nicht abgelaufene Genehmigungen, die auf der Grundlage des Ministeriellen Erlasses vom 11. Mai 2020 erteilt wurden, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, bleiben bis zu ihrem Ablauf gültig, ohne dass sie auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses verlängert werden müssen.

**Art. 11** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und am 31. März 2021 außer Kraft.

Namur, den 10. August 2020

C. TELLIER

Anhang I zum Ministeriellen Erlass vom 10. August 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen

**MITTEILUNG VON FORSTWIRTSCHAFTLICHEN ARBEITEN  
IN EINEM VON DER AFRIKANISCHEN SCHWEINEPEST INFIZIERTEN GEBIET**

(Artikel 5 § 1 des Ministeriellen Erlasses vom 10. August 2020)

*Das vorliegende Dokument ist an die Abteilung Natur und Forstwesen, in der Person des Leiters des örtlich zuständigen Forstamts, zu richten.*

Gemäß Artikel 5 § 1 des Ministeriellen Erlasses vom 10. August 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, teilt der Unterzeichnete seine Absicht mit, sich zwecks der Durchführung von Forstarbeiten in das infizierte Gebiet abseits von Straßen, Wegen und Pfaden zu begeben:

NAME		VORNAME	
GESELLSCHAFT			
UNTERNEHMEN S-Nr.			
HANDELSREGIS TER-Nr.			
ANSCHRIFT			
TELEFON			
E-MAIL			
<p><b>ART DER GEPLANTEN ARBEITEN, die ausschließlich manuell oder mit Handwerkzeugen durchgeführt werden:</b></p> <p> <input type="checkbox"/> Bestandsaufnahme und Kennzeichnung von Holz  <input type="checkbox"/> Auflockerung  <input type="checkbox"/> Anpflanzung  <input type="checkbox"/> Schnitt und Ausästung  <input type="checkbox"/> Aufflichtung  <input type="checkbox"/> Unterhalt einer Jagdinfrastruktur  <input type="checkbox"/> Sonstiges (bitte angeben):         </p> <p>Ich verpflichte mich dazu, dass weder ich noch meine möglichen Unterauftragnehmer mechanisierte Arbeiten wie das Kreiselbrechen oder Kämmen durchführen werden: <input type="checkbox"/></p>			
<p><b>BETREFFENDER UMKREIS:</b></p> <p> <input type="checkbox"/> Öffentlicher Wald Grundstück/Abschnitt/Parzelle:  <input type="checkbox"/> Privater Wald Katasterparzelle/Gebiet abgegrenzt auf der beigefügten Karte (1/10.000):         </p>			
<p><b>STRECKE (direkteste befahrbare Verbindung):</b></p>			
<p><b>ZUGANGSZEITEN (mindestens 3 Werktage nach dem Versand der vorliegenden Mitteilung, und dies während eines Zeitraums von höchstens einem Monat ab diesem Versanddatum):</b></p>			

Ich verpflichte mich, die folgenden Bedingungen zu beachten, und sicherzustellen, dass meine möglichen Unterauftragnehmer die folgenden Bedingungen beachten, die in dem verfügbaren Teil des Erlasses angeführt werden:

- Der Zugang zu den Beständen erfolgt gemäß den Bestimmungen des Erlasses;
- Es wird keine Nachtarbeit (konkret ab dem offiziellen Sonnenuntergang bis zu dem offiziellen Sonnenaufgang - Ephemeriden) stattfinden, da die Maßnahmen zur Ausrottung der Wildschweine in dem infizierten Gebiet weitergeführt werden;
- Alle Beauftragten werden haben an einer vorherigen, von der Verwaltung organisierten Ausbildung für Biosicherheit teilzunehmen;
- Alle Beauftragten stellen sicher, dass die Desinfektionsmaßnahmen in Übereinstimmung mit den Anweisungen in Artikel 8 des Erlasses täglich befolgt werden;
- Die verwendeten Fahrzeuge und Maschinen werden beim Verlassen des Seuchengebiets gemäß den Anweisungen in Artikel 8 des Erlasses gereinigt und desinfiziert;
- Den Intervenierenden ist es strengstens untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach der Reinigung und der Desinfektion, die durch Artikel 8 vorgeschrieben sind, oder nach der Intervention im Seuchengebiet mit einem Schweinehaltungsbetrieb oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen, und kein Material (Schuhe, Kleidung, Ausrüstung, Fahrzeuge), das in dem infizierten Gebiet verwendet wird, darf in einen Schweinehaltungsbetrieb oder in ein Gebiet, in dem Hausschweine gehalten werden, gelangen;
- Wird ein Wildschweinkadaver gefunden, darf sich diesem unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden, und der Revierbedienstete (oder andernfalls die Telefonnummer **1718**) wird sofort benachrichtigt. Die Arbeiten werden bis zum Empfang der Ergebnisse der Analysen und bis auf Weiteres, falls sich der Kadaver als viropositiv erweist, ausgesetzt.

Ich bin mir bewusst, dass die Nichteinhaltung der oben genannten Verpflichtungen zur Folge haben wird, dass ich keine Ausnahmegenehmigung vom Verbot des Verkehrs abseits von Straßen, Wegen und Pfaden in dem von der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiet mehr in Anspruch nehmen kann, bis Belgien seinen seuchenfreien Status für diese Krankheit wiedererlangt hat:

Ich erkenne an, dass die vorliegende Meldung mich nicht von der Einhaltung der geltenden Vorschriften befreit, insbesondere, wenn es sich um ein Natura 2000-Gebiet oder ein Gebiet handelt, in dem geschützte Arten aufgelistet sind, oder wenn eine Wasserdurchquerung erforderlich ist:

Geschehen zu ....., am ...../...../.....

Unterschrift

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 10. August 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 10. August 2020

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz  
C. TELLIER

Anhang II zum Ministeriellen Erlass vom 10. August 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen

**GENEHMIGUNGSANTRAG FÜR FORSTWIRTSCHAFTLICHE BEWIRTSCHAFTUNGS-,  
KREISELBRUCH- ODER KÄMMARBEITEN  
IN EINEM VON DER AFRIKANISCHEN SCHWEINEPEST INFIZIERTEN GEBIET**

(Artikel 5 § 2 und 6 des Ministeriellen Erlasses vom 10. August 2020)

*Das vorliegende Dokument ist an die Abteilung Natur und Forstwesen, in der Person des Leiters des örtlich zuständigen Forstamts, zu richten.*

Gemäß Artikel 5 § 2 und 6 des Ministeriellen Erlasses vom 10. August 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, beantragt der Unterzeichnete die Genehmigung, sich zwecks der Durchführung folgender Arbeiten in das infizierte Gebiet abseits von Straßen, Wegen und Pfaden zu begeben:

- forstwirtschaftliche Bewirtschaftung
- Kreiselbrechen
- Kämmen.

NAME		VORNAME	
GESELLSCHAFT			
UNTERNEHMENS-Nr.			
HANDELSREGI-STER-Nr.			
ADRESSE			
TELEFON			
E-MAIL			
<b>BETREFFENDER UMKREIS:</b>			
<input type="checkbox"/> Öffentlicher Wald Grundstück/Abschnitt/Parzelle: <input type="checkbox"/> Privater Wald Katasterparzelle/Gebiet abgegrenzt auf der beigefügten Karte (1/10.000):			
<b>STRECKE (direkteste befahrbare Verbindung):</b>			
<b>ZUGANGSZEITEN (Zeitraum von höchstens einem Monat) :</b>			



Ich verpflichte mich, die folgenden Bedingungen zu beachten, und sicherzustellen, dass meine möglichen Unterauftragnehmer die folgenden Bedingungen beachten, die in dem verfügbaren Teil des Erlasses angeführt werden:

- Der Zugang zu den Beständen erfolgt gemäß den Bestimmungen des Erlasses;
- Es wird keine Nacharbeit (konkret ab dem offiziellen Sonnenuntergang bis zu dem offiziellen Sonnenaufgang - Ephemeriden) stattfinden, da die Maßnahmen zur Ausrottung der Wildschweine in dem infizierten Gebiet weitergeführt werden;
- Alle Beauftragten werden haben an einer vorherigen, von der Verwaltung organisierten Ausbildung für Biosicherheit teilzunehmen;
- Alle Beauftragten stellen sicher, dass die Desinfektionsmaßnahmen in Übereinstimmung mit den Anweisungen in Artikel 8 des Erlasses täglich befolgt werden;
- Die für die forstwirtschaftliche Bewirtschaftung oder die Arbeiten verwendeten Fahrzeuge, Maschinen sowie das Kleinmaterial werden vor dem Verlassen des Seuchengebiets gemäß den Anweisungen in Artikel 8 des Erlasses gereinigt und desinfiziert;
- Die bei den Arbeiten benutzten Geräte und Maschinen müssen vor dem Verlassen des Seuchengebiets desinfiziert werden; die Desinfektion der forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen der beruflichen Forstbetreiber und der gegebenenfalls zum Einsatz gelangten Maschinentransporter zum Transport der forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen innerhalb des Seuchengebiets ist verpflichtet und wird vor dem Verlassen des Seuchengebiets auf Kosten der Dienststellen der Regierung der Wallonischen Region auf der Grundlage des öffentlichen Vertrags, den der ÖDW mit einem spezialisierten Unternehmen abgeschlossen hat, gewährleistet; eine Bescheinigung über die Desinfektion der forstwirtschaftlichen Geräte und Maschinen und ggf. der Maschinentransporter wird von dem spezialisierten Unternehmen ausgestellt und am Ende des Desinfektionsverfahrens vom Intervenierenden an die Verwaltung übergeben;
- Den Intervenierenden ist es strengstens untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach der Reinigung und der Desinfektion, die durch Artikel 8 vorgeschrieben sind, mit einem Schweinehaltungsbetrieb oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen, und kein Material (Schuhe, Kleidung, Ausrüstung, Fahrzeuge), das in dem infizierten Gebiet verwendet wird, darf in einen Schweinehaltungsbetrieb oder in ein Gebiet, in dem Hausschweine gehalten werden, gelangen;
- Wird ein Wildschweinkadaver gefunden, darf sich diesem unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden, und der Revierbedienstete (oder andernfalls die Telefonnummer **1718**) wird sofort benachrichtigt. Die Arbeiten werden bis zum Empfang der Ergebnisse der Analysen und bis auf Weiteres, falls sich der Kadaver als viropositiv erweist, ausgesetzt.

Ich bin mir bewusst, dass die Nichteinhaltung der oben genannten Verpflichtungen zur Folge haben wird, dass ich keine Ausnahmegenehmigung vom Verbot des Verkehrs abseits von Straßen, Wegen und Pfaden in dem von der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiet mehr in Anspruch nehmen kann, bis Belgien seinen seuchenfreien Status für diese Krankheit wiedererlangt hat:

Ich erkenne an, dass der vorliegende Genehmigungsantrag mich nicht von der Einhaltung der geltenden Vorschriften befreit, insbesondere, wenn es sich um ein Natura 2000-Gebiet oder ein Gebiet handelt, in dem geschützte Arten aufgelistet sind, oder wenn eine Wasserdurchquerung erforderlich ist:

Der Verwaltung vorbehaltenes Feld	Die Genehmigung wird erteilt /nicht erteilt (bitte angeben):  Eventuelle Bemerkungen:
-----------------------------------	---

Geschehen zu ....., am ...../...../.....

Unterschrift

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 10. August 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 10. August 2020

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz  
**C. TELLIER**

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/42801]

**10 AUGUSTUS 2020. — Ministerieel besluit houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken**

De Minister van Bossen,

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, artikel 19, lid 1, 5°;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken ;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, en 84, § 1, lid 1, 3°;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is door het feit dat de sanitaire crisis die de Afrikaanse varkenspest is, een ernstige, zeer snel evoluerende crisis is, die vereist dat beslissingen onmiddellijk dienen te worden genomen rekening houdend met de situatie op het terrein;

Dat er, om de virale besmettelijke dierlijke ziekte doeltreffend te bestrijden, talrijke vroegtijdige maatregelen (uitgebreid net van omheiningen), proactieve maatregelen (intensieve prospectie in het geïnfecteerd gebied van 30.333 ha – vandaag goed voor iets meer dan 50.000 uren onderzoek, verwijdering van kadavers van gedode of dood aangetroffen dieren) en drastische maatregelen (intensieve inspanning voor vernietiging door het uitzetten van vallen en nachtschoten, intensivering van de jacht, installatie van aandrijf- en voederpunten, bioveiligheidsmaatregelen, gevoelige verhoging van het ter beschikking gesteld bestrijdings- en vernietigingsmateriaal : specifieke karabijnen, ontplooiing van een grootschalig net van uitgezette cameratraps, inzet van nachtkijkers) door het Waals Gewest zijn aangenomen zodra het primair geval van Afrikaanse varkenspest is vastgesteld en die ingezet zijn naarmate de tijd en de ziekte vorderden in twee gebieden die zijn vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen;

Dat door de deskundigen, voor het nastreven van het einddoel, namelijk de uitroeiing van de ziekte op Waals grondgebied, door experts geoordeeld wordt dat deze veelvuldige maatregelen onmogelijk gepaard kunnen gaan met het onbevoegd betreden van de bossen, omdat dit zowel de veiligheid van het personeel zou bedreigen dat de ziekte bestrijdt of helpt te bestrijden en de uitroeiing ervan beoogt, zowel als de veiligheid van degenen die recreatieve boswandelingen of maken of wegens andere doelen dan het beheer van de ziekte daar vertoeven ;

Dat er bovendien is geoordeeld dat het behoud van vrij verkeer in de bossen bovendien de verspreiding van de ziekte buiten het geïnfecteerde gebied zou kunnen vergroten, hetzij naar niet-geïnfecteerde beboste gebieden, hetzij door de ziekte in varkenshouderijen en verwante bedrijven of bij gedomesticeerde varkens te introduceren;

Overwegende dat er bijgevolg, bij opeenvolgende ministeriële besluiten, met als meest recente besluit het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, een beslissing tot verbod op verkeer in de bossen is genomen;

Dat de combinatie van de aangenomen en uitgevoerde bestrijdingsmaatregelen met de opeenvolgende verbodsbepalingen voor het verkeer in de bossen als doeltreffend wordt beschouwd en verder beschouwd blijft, zowel door de Europese deskundigen, gespecialiseerd terzake, als door het Wetenschappelijk Comité bij het FAVV (Wetenschappelijk Comité van het FAVV - dringend advies nr. 09-2020 - Herbeoordeling van de risico's op verspreiding in de wilde fauna en op introductie van Afrikaanse varkenspest (AVP) in Belgische varkensbedrijven gebonden aan het voorwaardelijk hernemen van bosbouwwerkzaamheden in zone II) (dossier SciCom 2020/05);

Dat deze doeltreffendheid wordt aangetoond door enerzijds de massief dalende wilde zwijnenpopulatie in het geïnfecteerde gebied en anderzijds door de aanzienlijke afname van de schijnbare gevolgen van viropositieve gevallen bij wilde zwijnen sinds het aangetroffen primair geval van Afrikaanse varkenspest;

Dat sinds 11 augustus 2019 alleen beenderen worden aangetroffen van wilde zwijnen (de laatste daten van 4 maart 2020 en wijzen op een sterfte 4 tot 6 maanden geleden door veterinaire deskundigen), waarvan de virologische analyses, uitgevoerd door het Belgisch referentielaboratorium Sciensano, aantonen dat ze positief reageren op het virus van de Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat deze vaststelling met name gedaan kon worden enerzijds na de periodes van intensiever onderzoek (prospectie) naar kadavers, eerst georganiseerd tussen 6 november 2019 en 10 december 2019 en vervolgens tussen 05 februari 2020 en 25 maart 2020 ; deze tweede prospectieperiode werd in stand gehouden, zij het in aangepaste vorm wegens de pandemie COVID-19 en de aangepaste bestrijdingsmaatregelen om de verspreiding ervan te voorkomen, en anderzijds ten gevolge van de activiteiten van onderzoek (prospectie) naar kadavers, die doorlopend door de Administratie werd georganiseerd en verricht sinds 1 april 2020, rekening houdend met de evolutie van de Afrikaanse varkenspestepidemie, de terreinwaarnemingen (aanwezigheid/afwezigheid van wilde zwijnen, vernietigingen door nachtschoten), evenals de voorkomingsmaatregelen ten opzichte van de pandemie COVID-19 ;

Overwegende dat, hoewel de verkregen resultaten bemoedigend zijn, nog steeds vaststaat dat de Afrikaanse varkenspest in geïnfecteerd gebied nog steeds rondwaart ; de epidemie is ni niet opgelost en dat zal pas het geval zijn wanneer de Europese Commissie zal achten dat België zijn AVP-vrij statuut teruggekregen zal hebben ;

Overwegende dat deze elementen een nieuwe evaluatie van de indamming van de ziekte voor de verschillende bosactiviteiten teweegbrengen, zonder evenwel het allereerste belang uit het oog te verliezen, namelijk de vrijwaring van het algemeen belang ;

Dat deze herevaluatie van de verschillende bosactiviteiten doorlopend moet gebeuren in het licht, niet alleen, van sneladvies 09-2020 dat het wetenschappelijk comité bij het FAVV op 20 maart 2020 (dossier SciCom 2020/05) overgemaakt en goedgekeurd heeft na de aanvraag door het Waals Gewest ingediend op 19 februari 2020, waarbij de verschillende bosactiviteiten beoordeeld worden op hun risico op verspreiding van het virus, en waarvan de inhoud besproken kon worden met de gewestelijke deskundigen op 10 april 2020, evenals op basis van advies 06-2020 dat het wetenschappelijk comité bij het FAVV op 20 maart 2020 (dossier SciCom 2020/11) overgemaakt en goedgekeurd heeft), waarbij een semi-kwantitatieve evaluatie opgemaakt wordt van de risico's in verband met de potentiële introductiewegen van Afrikaanse varkenspest van wilde fauna naar varkensfokkerijen en de verdere verspreiding, dan, in de varkensbedrijven, maar ook in het licht van de laatste gekende epidemiologische gegevens, namelijk van 3 augustus 2020 ;

Overwegende dat de laatste AVP-positief aangetroffen beenderen op 9 juni door Sciensano, op aanvraag van het FAVV, naar het Europees referentielaboratorium « INIA » te Madrid zijn gestuurd, om via kweek vast te stellen of virale elementen die in deze beenderen aanwezig zijn, besmettelijk blijken voor andere wilde zwijnen,

Overwegende dat de resultaten van deze analyses, gekregen op 7 juli 2020, erop wijzen dat dit niet meer het geval is daar de kweek negatief bleek te zijn ;

Overwegende dat dit elementen een heronderzoek in de belangenafweging op sanitair, economisch en sociaal vlak verantwoordt ;

Overwegende dat de instandhouding van het principe van verkeersverbod in het bosmilieu ondanks deze resultaten altijd verantwoord en bepalend voorkomt zolang België niet AVP-vrij verklaard wordt, maar dat dit verbod evenwel versoepeld kan worden, om beter tegemoet te komen aan de economische en sociale belangen zonder ze overdreven te bezwaren gelet op het verslag, ontvangen op 7 juli 2020, over de besmettelijkheid van de aangetroffen beenderen ;

Overwegende dat deze verschillende parameters, om redenen inherent aan de evolutie van de ziekte, aan de uitgestrektheid van het betrokken gebied, aan de laatst ingewonnen wetenschappelijke en epidemiologische gegevens, constant evolueren en niet volledig daarop geanticipeerd kan worden ;

Bijgevolg zouden de gegevens reeds voorbijgestreefd zijn en het broze evenwicht dat tussen de sanitaire, economische en sociale belangen gebroken zijn bij het inacht nemen van een termijn van dertig dagen voor het aanvragen van het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State ;

Dat deze nieuwe elementen een aanpassing van de beslissingen en maatregelen aangenomen door het Waalse Gewest of de aanneming van nieuwe maatregelen vereisen;

De ingeroepen dringende noodzakelijkheid is vervuld ;

Gelet op advies 67.921 van de Raad van State, gegeven op 7 augustus 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot gecontamineerde varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, sinds de bevestiging, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen het Waalse Gewest ertoe verplicht werd, onmiddellijk meerdere drastische maatregelen in het geïnfecteerde gebied te nemen om, in de eerste plaats, de verspreiding van de ziekte naar niet-geïnfecteerde bosgebieden en het introduceren van de ziekte in varkensfokkerijen af te remmen en te voorkomen, en daarna, het virus op zijn grondgebied uit te roeien;

Dat deze maatregelen gestalte hebben gekregen en nog steeds worden uitgevoerd, met name door het uitvoeren en voortzetten van grootschalige vernietigingsverrichtingen bij het zetten van vallen en verrichten van nachtschoten, door het mobiliseren van een belangrijk personeelsmechanisme (aangepast ten gevolge van de COVID-19 pandemie) en materiële middelen (aankoop en terbeschikkingstelling van specifieke karabijnen, ontplooiing van een grootschalig net van cameratraps, verhoging van het aantal *spotters* van het type nachtkijkers) door het uitvoeren en voortzetten van intense opsporings- en afvoeringsverrichtingen van karkassen en beenderen van wilde zwijnen, het oprichten en het onderhoud van meer dan 300 km lange omheiningen, de bewustmaking voor, de uitvoering van en de opleiding in bioveiligheidsmaatregelen, en de installatie van een aanzienlijke afschietinstallatie met talrijke aandrijf- en voederpunten in de nabijheid van verharde wegen in het geïnfecteerd gebied;

Dat deze talrijke vroegtijdige, proactieve en drastische maatregelen tegen de ziekte worden aangepast en aangevuld naarmate de gezondheidstoestand evolueert en in overeenstemming met de aanbevelingen van regionale, nationale en Europese deskundigen en wetenschappers die gespecialiseerd zijn in het beheer van AVP;

Dat deze bestrijdingsmaatregelen niet mogen worden belemmerd door verstoringen die verband houden met het vrije verkeer in de bossen in de zin van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, waardoor de doeltreffendheid ervan aanzienlijk zou kunnen worden verminderd of zelfs in gevaar zou kunnen komen;

Overwegende dat het leefmilieu en het leefgebied van de soort wild zwijn, als enige wildsoort die besmet kan worden met het virus van de Afrikaanse varkenspest, hoofdzakelijk het bosmilieu is (zie GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, blz. 8);

Overwegende dat het virus dat de ziekte bij wilde zwijnen heeft teweeggebracht, niet alleen naar zijn of haar soortgenoten maar ook naar varkensfokkerijen kan overslaan;

Overwegende dat de bestaande wetenschappelijke documentatie over de verspreiding van de Afrikaanse varkenspest aantooit dat menselijke activiteit deze verspreiding tussen dieren die de ziekte zouden kunnen ontwikkelen, ook bevordert (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS en S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, blz. 7);

Overwegende dat er, bij toepassing van deze doctrine, van uit kan worden gegaan dat het behoud van het verkeer in het bosmilieu wegens enerzijds het verstoren van de zieke wilde dieren en anderzijds de (onrechtstreekse) mechanische virusoverdracht ten gevolge van een contact met een kadaver van wild zwijn of biologische stoffen uit geïnfecteerde wilde zwijnen een risico inhoudt op verspreiding van het virus naar niet-geïnfecteerde beboste gebieden en naar varkensfokkerijen;

Overwegende dat, om het risico op verspreiding van het virus maximaal te beperken, de menselijke activiteiten die volledig toegelaten of tijdelijk in de bossen verboden kunnen worden wegens het verspreidingsrisico dus beoordeeld dienen te worden op grond van wetenschappelijk onderzoek;

Overwegende dat een onaangepast beheer van de ziekte en een slechte beoordeling van het risico dat de ziekte overslaat naar varkensfokkerijen rampzalige en catastrofale economische gevolgen zouden hebben voor het gehele Waalse grondgebied en ruimer voor het Koninkrijk België en zelfs voor andere lidstaten ;

Overwegende dat het, als de indamming van de ziekte dus niet gewaarborgd kan worden en de gevreesde verspreiding plaats vindt, weinig waarschijnlijk is dat de ziekte ondanks de aangenomen bestrijdingsmaatregelen kan worden beheerd;

Overwegende dat het Waalse Gewest om te handelen als normaal voorzichtige en naarstige beheerder van het algemeen nut, veiligheid en voorzichtigheid moet voorstaan door de epidemie in te sluiten en bestrijdingsmaatregelen in die zin aan te nemen;

Overwegende dat dit een zaak is van bescherming van het algemeen nut;

Overwegende dat er, bijgevolg, en om de doeltreffendheid en de bestendigheid van bovenvermelde bepalingen te waarborgen, met het oog op de bescherming van het algemeen belang, opeenvolgende ministeriële besluiten zijn genomen houdende een tijdelijk verbod op verkeer in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, w.o. de recentste het ministerieel besluit van 11 mei 2020 is tot tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken;

Overwegende dat deze ministeriële besluiten, rekening houdend met de evolutie van de ziekte, evenwel bepaalde versoepelingen hebben voorzien voor de uitoefening van sommige met naam vermelde activiteiten, middels inachtneming van (bio)veiligheidsmaatregelen ;

Overwegende dat de verschillende in het geding zijnde belangen en hun potentiële impact op de verspreiding van de ziekte in overweging zijn genomen om de versoepelingen te bepalen, met inbegrip van de particuliere belangen, maar dat de globale beoordeling van de potentiële risico's van elke activiteit in termen van waarschijnlijkheid dat de ziekte zich verspreidt volgens het kwestieus geval ertoe leidt dat ze ofwel geweigerd ofwel toegelaten worden volgens modaliteiten en voorwaarden die nu eens gelijkaardig en dan weer van elkaar verschillend zijn ;

Overwegende dat de gelijktijdige uitvoering van de indamming van de epidemie door het verkeersverbod in de bossen en van de bestrijdings- en uitroeiingsbepalingen, tot dan aangenomen door het Waals Gewest, door de gewestelijke, nationale en internationale deskundigen doeltreffend wordt geacht : niet alleen wordt de verspreiding van de ziekte beperkt tot het geïnfecteerd gebied, maar uit de laatste tellingen van levende zwijnen, op het terrein uitgevoerd via prospectieverrichtingen (zoals de prospectiekaarten van 9 maart 2020 uitwijzen) en de virologische analyses, uitgevoerd door het Belgisch referentielaboratorium Sciensano op de krenge of karkassen van, bij diezelfde verrichtingen, gedode of dood aangetroffen wilde zwijnen blijkt ook dat, in het geïnfecteerd gebied, sinds de ontdekking van het primair geval van Afrikaanse varkenspest de concentratie van op de ziekte positief reagerende wilde zwijnen gedaald is ;

Dat het, hoewel het om bemoedigende resultaten gaat, nog steeds een vaststaand feit is dat de Afrikaanse varkenspest aanwezig blijft in het geïnfecteerd gebied ;

Dat een terugkeer naar de volledige toepassing van de bepalingen vervat in het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek alsnog als voortijdig wordt beschouwd en dat dit zo zal blijven tot dat België opnieuw AVP-vrij verklaard is ;

Overwegende dat bijgevolg geacht wordt dat het verkeersverbod in de bossen buiten de wegen een doeltreffende, evenredige oplossing blijft die behouden moet worden, zowel om de bestrijdingsbepalingen en -beslissingen te garanderen die het Waals Gewest heeft aangenomen om de ziekte uit te roeien ;

Overwegende dat het verkeersverbod in de bossen met het oog op de indamming van de ziekte en het voorkomen van de verspreiding ervan naar niet-besmette wilde fauna en van het overslaan ervan op varkensfokkerijen evenwel bepaalde inrichtingen vereist ten opzichte van de evolutie van de ziekte, van de terreingegevens ingezameld naar aanleiding van de opeenvolgende door het Waalse Gewest aangenomen bepalingen en beslissingen, evenals de risicobeoordeling door het Wetenschappelijk Comité bij het FAVV, vorm gegeven door diens laatste adviezen (sneladvies 09-2020 en advies 06-2020) ten opzichte van sommige bosactiviteiten, en van de laatste analyses van het gespecialiseerd Europees referentielaboratorium « INIA » te Madrid, waarbij het niet besmettelijk karakter van de laatste viropositief aangetroffen beenderen wordt bevestigd, waarvan de geruststellende resultaten op 7 juli 2020 werden medegedeeld ;

Overwegende dat deze versoepeling, waarbij het principe van verkeersverbod in de bossen beperkt wordt tot de toegangen buiten de wegen om en tot nachtelijk verkeer, niet tegen de aanbevelingen van het Wetenschappelijk comité bij het FAVV ingaat daar laatstgenoemde achtte dat de epidemiologische toestand voor AVP bij wilde fauna in gunstige zin evolueerde en achtte dat de ogenschijnlijke effecten van de gevallen, op grond van de gegevens die het in zijn bezit had, verlaagd was (geen verse viropositief aangetroffen kadavers meer, geen viropositief gebleken afgeschoten of gevangen genomen wilde zwijnen sinds augustus 2019) ; Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV immers het risico op verspreiding van het AVP-virus bij wilde fauna als « laag » inschatte, en het risico op introductie van het AVP-virus in tamme varkensfokkerijen als « zeer laag » (Wetenschappelijk comité bij het FAVV – sneladvies 09-2020 – Herbeoordeling van de risico's op verspreiding bij wilde fauna en introductie van AVP in Belgische varkensfokkerijen, gepaard gaand met een aan voorwaarden gebonden hervatting van de verschillende bosactiviteiten – Dossier SciCom 2020/05, blz. 9) ;

Overwegende dat de conclusies en aanbevelingen die in deze adviezen te lezen staan in rekening worden genomen om de afweging van de in het geding zijnde belangen te herbeoordelen en de aanpassingen vast te stellen voor het verkeersverbod in de bossen ;

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV in zijn sneladvies (09-2020) rekening houdend met de gezamenlijke drastische maatregelen die het Waals Gewest aangenomen en uitgevoerd heeft acht dat de verspreiding van de ziekte heden in geïnfecteerd gebied gestabiliseerd is ;

Overwegende dat niettemin, gelet op de economische risico's die gelopen worden, voorzichtigheid evenwel geboden blijft en dat de overheid dient te overwegen dat de toestand in geïnfecteerd gebied kritiek zal blijven tot en met de volledige uitroeiing van de ziekte ;

Overwegende dat het Waals Gewest, om de toestandig onder volledige controle te houden, de gezamenlijke bestrijdingsmaatregelen die tot dan waren aangenomen, onder voorbehoud van de toestand toe te schrijven aan COVID-19, aanhoudt, daar zij doeltreffend zijn gebleken en een positief effect blijken te hebben op de ziektebeheersing ;

Overwegende dat het dus op grond van de analyse en de overwegingen in het sneladvies (09-2020) van het Wetenschappelijk Comité bij het FAVV (Dossier SciCom 2020/05) past, bij absolute voorrang de depopulatie van wilde zwijnen in geïnfecteerd gebied in stand te houden om iedere nieuwe infectie in geïnfecteerd gebied, evenals daarbuiten, te voorkomen ;

Overwegende dat het sanitair vacuüm door de jagers en de beambten van de Waalse administratie (op ongewone uren, dagen en plaatsen) in stand gehouden dient te worden in het gezamenlijke geïnfecteerd gebied, en meer bepaald op plaatsen waar recent sporen zijn aangetroffen van rondlopende wilde zwijnen, om de uitroeiing van de ziekte te garanderen ;

Overwegende dat dit tevens opgaat voor verrichtingen voor de prospectie en de afvoer van kadavers van wilde zwijnen, wat het dubbel voordeel oplevert dat de sylvatische cyclus onderbroken wordt en dat een datum gezet kan worden op de kadavers van wilde zwijnen ;

Overwegende dat, hoewel de dichtheid in de wilde zwijnenpopulatie en dus de aanwezigheid van het virus in het geïnfecteerd gebied afgenomen is, de sporadische aanwezigheid van levende wilde zwijnen desalniettemin in geïnfecteerd gebied is bewezen, dankzij de rechtstreekse (nachtrondgangen en automatische foto's) of onrechtstreekse (sporen) terreinwaarnemingen ;

Overwegende dat de instandhouding van deze regeling, om overduidelijke redenen van veiligheid van personen en van risico op verstoring van het wild, onvermijdbaar is met niet-essentieel verkeer in de bossen in verband met het beheer van de ziekte in geïnfecteerd gebied ;

Overwegende dat het verkeer in de bossen bij nacht (meer bepaald één uur voor zonsopgang tot één uur na zonsopgang volgens de dagelijkse uren van zonsopgang en zonsondergang) in ieder geval met het oog op de veiligheid verboden moet worden ;

Overwegende dat de uitvoering van iedere versoepelingsmaatregel inherent aan de hervatting van bosactiviteiten in geïnfecteerd gebied op voorhand onderworpen moet worden aan een onderzoek dat moet vaststellen of dit in overeenstemming is met de uitoefening van de bestrijdingsmaatregelen, aangenomen door het Waals Gewest ;

Overwegende dat rekening houdend met het voorgaande, zelfs als de beoordeling van het wetenschappelijk comité van het FAVV bemoedigend van inhoud is, het evenwel niet mogelijk is te besluiten dat de ziekte verdwenen is zolang de Europese Commissie niet officieel heeft erkend dat België zijn status van AVP-vrij land teruggekregen heeft;

Overwegende dat om die verschillende redenen de toegang tot geïnfecteerd gebied gemachtigd moet worden voor de personen belast met de bestrijding en uitvoering van maatregelen aangenomen tegen deze ziekte ;

Overwegende dat er eveneens, mits enige voorzorgsmaatregelen op vlak van (bio)veiligheid, met zorg voor de openbare veiligheid en om redenen van economische of sociale aard, een afwijking dient te worden voorzien van het verbod op vrij verkeer in de bossen voor een beperkt aantal rechthebbenden ;

Overwegende dat deze inrichtingen personen en activiteiten beogen die niet verband houden met het beheer van Afrikaanse varkenspest ;

Overwegende dat deze afwijking dus strikt beoordeeld moet worden ten opzichte van de potentiële risicograad van verspreiding van Afrikaanse varkenspest die zij tot gevolg zou kunnen hebben bij het overslaan naar niet-geïnfecteerde beboste gebieden en varkensfokkerijen;

Overwegende dat de mogelijkheid tot toekenning van afwijkingen van individuele aard in dat opzicht geëvalueerd en beoordeeld wordt met de laatste adviezen van het Wetenschappelijk comité bij het FAVV en ten opzichte van de evolutie van de ziekte zonder dat dit nadelig mag zijn voor de door het Waalse Gewest aangenomen bepalingen en -beslissingen ter bestrijding van de verspreiding van het virus met het oog op de bescherming van het algemeen belang;

Overwegende dat de afweging van de in het geding zijnde belangen, rekening houdend met de risicograad, dus uitgevoerd dient te worden en dat resulteert in het toelaten van sommige activiteiten en andere niet, hoewel zij gelijkaardig zijn, of tenzij mits het uitvoeren van aanpassingen wegens het type omgeving waarin zij plaatsvinden ;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité bij het FAVV in sneladvies 09-2020 (Dossier SciCom 2020/05) op blz. 4 aanstipt dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV acht dat de epidemiologische toestand voor de AVP bij wilde fauna in gunstige zin evolueerde sinds het laatste advies (sneladviezen 09-2019 en 10-2019), waaraan wordt toegevoegd dat het wetenschappelijk Comité heden acht dat de verspreiding van het virus van de Afrikaanse varkenspest bij wilde fauna als "laag" wordt ingeschat en dat de waarschijnlijkheid dat het virus overslaat naar varkensfokkerijen als "zeer laag" wordt ingeschat; *"De gevolgen van het voorkomen van een dergelijk geval zouden evenwel ernstig zijn gelet op de economische impact van het verlies van de officieel AVP-vrije status," aldus nog het advies. ;*

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV, om zijn herbeoordeling van het risico op een hervatting van verschillende bosactiviteiten in geïnfecteerd gebied te ondersteunen, zich gebaseerd heeft op de gezamenlijke geconsolideerde gegevens uit de intensieve verderzetting van de prospectie-activiteiten gevoerd van 06 november 2019 tot 10 december 2019 en vanaf 5 februari 2020, op de geconsolideerde gegevens van 17 februari 2020 voor de vernietiging van de wilde zwijnenpopulaties, de campagne van onderzoek van het fotografisch materiaal in het net van vallen uitgezet in geïnfecteerd gebied, evenals op alle vroegtijdige, proactieve en drastische maatregelen tot dan aangenomen door het Waalse Gewest (Wetenschappelijk comité bij het FAVV, sneladvies 09-2020 – Herbeoordeling van de risico's op verspreiding onder wilde fauna en overslaan van Afrikaanse varkenspest naar varkensfokkerijen, gepaard gaan met een voorwaardelijke hervatting van verschillende bosactiviteiten, SciCom 2020/05, blz. 22-23) ;

Overwegende dat er, op grond van bedoeld sneladvies (09-2020), reeds in overweging genomen in het ministerieel besluit van 11 mei 2020, en in het licht van de verkregen resultaten van het laboratorium « INIA » in verband met de besmettelijkheid van de laatste aangetroffen viropositieve beenderen van uitgegaan wordt dat, in geïnfecteerd gebied, handmatige boswerkzaamheden of met handwerktuigen, evenals de gemechaniseerde bosuitbatingen, voortgezet kunnen worden, evenals dat het vermalen met een tolbreker en het schilderen hervat mogen worden mits de toepassing van de bioveiligheidsmaatregelen, evenals het reinigen van gebruikt schoeisel en gebruikte kledij, materieel en voertuigen (daaronder inbegrepen, aanhangwagens, quads enz.), gebruikt voor deze verschillende bosactiviteiten en de ontsmetting, door de diensten van de Regering van het Waalse Gewest, van de gemotoriseerde uitbatingstuigen die enkel door professionals mogen worden gebruikt voor bosuitbatingen op grond van de overheidsopdracht die de Waalse Overheidsdienst aan een gespecialiseerde firma is toegewezen ;

Overwegende dat er immers, rekening houdend met de huidige evolutie van de ziekte, met de aangenomen maatregelen en de verminderde besmettelijkheid van de organische stoffen die alsnog aangetroffen zouden worden, van uitgegaan wordt dat een ontsmetting bij het verlaten van het geïnfecteerd gebied, en niet meer na afloop van iedere interventie zoals bepaald in de voorgaande ministeriële besluiten, het mogelijk zou moeten maken om de gelopen risico's onder controle te houden en tegelijk de lasten die deze ontsmettingsmaatregelen vormen voor alle personen aan wie ze opgelegd worden, te verminderen ;

Dat met handmatige bosbouwwerkzaamheden of met handgereedschap wordt bedoeld, zoals in het ministerieel besluit van 11 mei 2020, de verrichtingen van inventarisatie en markering van hout, vrijmaking, aanplantingen, snoeien, de uitvoering van dunningen alsook het onderhoud van de jachtvoorzieningen met alle conventionele handgereedschappen en, indien nodig, met gemechaniseerde handgereedschappen die uitsluitend beperkt zijn tot de bosmaaier en de kettingzaag ;

Dat deze beperking gerechtvaardigd is omdat het gebruik van andere werktuigen of gemechaniseerde tuigen bij contact de aanwezige potentieel positieve beenderen of karkassen zou kunnen verspreiden;

Overwegende dat de voorbereidings- en dunningswerken via vermalen met een tolbreker en het schilderen, daar zij meer risico inhouden op het verspreiden van het virus, aan een machtiging worden onderworpen, eerder dan een kennisgeving ; het machtigen van dit type werkzaamheden ondanks het verhoogd risico dat zij teweegbrengen aan terugkerende aanvragen van de bossector beantwoorden en nu enkel te overwegen valt dankzij de geruimtelijke resultaten van het laboratorium INIA over de besmettelijkheid van de sinds januari 2020 viropositief aangetroffen beenderen ; het betreft dus een compromis waarbij de percelen voorbereid zullen kunnen worden voor de aanplantingsverrichtingen van herfst, evenals voor de schootslijnen voor het nieuwe jachtjaar waarvan de openingsdatum vastgesteld is op 15 september 2020 ;

Overwegende dat de gemotoriseerde tuigen die voor bosbouwactiviteiten worden gebruikt evenals de eventuele diepladers gebruikt om de tuigen binnen het besmette gebied te verplaatsen, op kosten van de diensten van de Regering van het Waalse Gewest moeten worden ontsmet op basis van de overheidsopdracht die de Waalse overheidsdienst met een gespecialiseerd bedrijf heeft gesloten, voordat ze het besmette gebied verlaten ; vanaf heden zijn verplaatstingen in geïnfecteerd gebied, met inbegrip van de wegen, dus mogelijk zijn zonder voorafgaandelijke ontsmetting ;

Overwegende dat conventioneel handgereedschap, gemechaniseerd handgereedschap, voertuigen en apparatuur die voor de bosuitbating worden gebruikt, aan dezelfde regels voor reiniging en ontsmetting worden onderworpen als de regels voorzien voor de bosbouwactiviteiten;

Dat, om de bosactiviteiten te waarborgen en om te voldoen aan de aanbevelingen van het Wetenschappelijk Comité bij het FAVV in zijn sneladvies (09-2020), de bosbouwwerkzaamheden en de bosuitbatingen worden onderworpen aan een administratieve procedure voorafgaand aan de uitvoering ervan, namelijk de indiening van een kennisgeving voor handmatige bosbouwwerkzaamheden of met handwerktuigen en de indiening van een vergunningsaanvraag voor bosbouwwerkzaamheden via vermalen met een tolbreker en het schilderen en voor bosuitbatingen, met het oog op controle, bij de territoriaal bevoegde houtvester,

Dat deze documenten specifieke informatie bevat die hem moeten worden overgemaakt en verlengbaar zijn, behoudens als de toegangsvoorwaarden en de (bio)veiligheidsmaatregelen door betrokkenen niet worden nageleefd ;

Dat de aard van het over te leggen document gerechtvaardigd is in het licht van het soort risico dat verbonden is aan de uit te voeren bosbouwactiviteiten ;

Dat bij de indiening van de kennisgeving en de vergunningsaanvraag, de professionele of particuliere uitbater, de boseigenaar of de jager voor wat het onderhoud van de jachtvoorziening betreft, ook een attest van gevolgde opleiding inzake bioveiligheidsmaatregelen verstrekt door het Waalse Gewest zullen toevoegen, alsook een verbintenis, op erewoord, om de voorziene veiligheids- en bioveiligheidsmaatregelen strikt toe te passen ;

Dat aan het einde van de ontsmettingsoperatie die wordt uitgevoerd op de gemotoriseerde voertuigen die gebruikt worden voor de bosuitbating door een professional, het attest van uitvoering van de ontsmetting die door de gespecialiseerde firma wordt uitgevoerd, door de interveniënt aan de boswachter zal worden overhandigd ;

Dat deze verschillende documenten, met uitzondering van het attest van uitvoering van de ontsmetting van het uitbatingsmaterieel door de door de diensten van de Regering van het Waalse Gewest ingehuurd gespecialiseerde firma, dat moet worden voorgelegd aan de territoriaal bevoegde houtvester, en de inhoud ervan, zijn opgenomen in de bijlage bij dit ministerieel besluit;

Overwegende dat, tot nu toe, enkel de beroepsmatige bosexploitanten gemachtigd waren om deze uitbatingen uit te voeren, maar dat aanzienlijke hoeveelheden kavels stookhout uitgebaat of afgevoerd dienen te worden in en uit het geïnfecteerd gebied ;

Overwegende dat, gelet op het verlaagd risico op besmetting zoals lijkt te worden bevestigd, en rekening houdend met de noodzaak, voor een deel van de bevolking, om gebruik te kunnen maken van de kavels stookhout die ze hebben aangekocht voor aanvang van de AVP-crisis, de uitbatingen van kavels stookhout door particulieren weer gemachtigd zouden kunnen worden, mits toepassing van de bioveiligheidsmaatregelen ;

Overwegende dat de kostenovername voor de ontsmetting van de machines voor bosuitbatingen voor deze kavels evenwel voorbehouden is voor de professionals, die het meest aangewezen zijn om deze machines uit het geïnfecteerd gebieden te halen ; de particulieren moeten de machines dan op eigen kosten ontsmetten om ze uit dit gebied weg te halen ;

Overwegende dat de ontsmetting van het materieel, gebruikt door de jagers voor de voorbereiding van de jachten, eveneens op hun kosten dient te gebeuren ;

Overwegende dat het, ten opzichte van de woonsten en tweede verblijven, evenals ten opzichte van de landbouw-, visteelt of ontginningsactiviteiten, omsloten door bossen en wouden, niet meer nodig is in een afwijking te voorzien daar het verkeer op bospaden en -wegen van het geïnfecteerd gebied niet meer verboden is ;

Overwegende dat het nulrisico voor de verspreiding van AVP door verkeer op deze paden en wegen niet gewaarborgd kan worden, maar dat risico als heden uiterst laag kan worden beschouwd wegens de persistentie en de resistentie van het virus op dat type oppervlaktes en wegens het beperkt aantal nog aangetroffen viropositieve dieren ;

Overwegende dat het Wetenschappelijk comité bij het FAVV wat de activiteiten in de toeristische sector betreft (voetgangers), de naleving van enkele essentiële voorwaarden aanbeveelt, namelijk de bioveiligheidsmaatregelen zoals het wisselen van kleren en schoeisel na een boswandeling, niet afwijken van de verharde wegen en niet diep in het bos doordringen, behoudens op bebakende wegen en het verbod op de aanwezigheid van honden bij deze wandelingen in stand houden. (Wetenschappelijk Comité bij het FAVV - sneladvies (09-2020), - herevaluatie van de risico's van verspreiding in de wilde fauna en van de introductie van Afrikaanse varkenspest in Belgische in varkensbedrijven gelinkt aan het hernemen van bosbouwwerkzaamheden, SciCom 2020/05, blz. 33) ;

Overwegende dat deze aanbevelingen in overweging zijn genomen en beoordeeld zijn om de in dit besluit vastgelegde maatregelen vast te stellen ;

Overwegende dat blijkt dat een versoepeling van de verbodsmaatregelen betreffende bosverkeer, om het verkeer overdag op wegen overeenkomstig de regels van het Boswetboek mogelijk te maken, niet van aard is om tegen de absoluut voorrang houdende omschreven doelstelling van uitroeiing van de ziekte in te gaan ; dat om redenen van veiligheid, gelet op de zich verderzettende nachtschoten, en met zorg voor een homogene handhaving met de jachtreglementering, het bosverkeer op wegen en paden niettemin verboden blijft vanaf het officiële uur van zonsopgang tot het officiële uur van zonsopgang volgens de dagelijkse uren van zonsopgang en zonsondergang, behoudens op de plaatsen waar de boswegen en -paden de enige rechtstreekse toegang tot een gebouw zijn (woonst, tweede verblijf, camping, restaurant, cultureel centrum enz) ;

Gelet op het significante risico op verspreiding van het virus van Afrikaanse varkenspest door binnendringen in het bos voor het plukken van bosproducten zoals paddestoelen, bloemen, wilde aromatische en medicinale planten, of het nemen van foto's, waardoor het verbod ten opzichte van deze activiteiten in stand gehouden wordt ;

Overwegende dat het binnendringen in het woud voor het beoefenen van de jacht daarentegen vanaf heden toegelaten wordt daar wildregulering voor ander wild dan wild zwijn in geïnfecteerd gebied onontbeerlijk wordt, met name om te voorkomen dat bestanden en teelten schade lijden ;

Overwegende dat de maatregelen, aangenomen bij huidig ministerieel besluit, tot 31 maart 2021 in werking blijven ;

Overwegende dat dit verantwoord is wegens het feit dat de ziekte, hoewel deze minder aanwezig is door de aanzienlijke vermindering van het aantal wilde zwijnen in geïnfecteerd gebied, tot op heden actief blijft in het bosmilieu en onopgelost blijft ;

Overwegende dat het Waals Gewest tegen die datum, behoudens het opnieuw aantreffen van verse positieve gevallen, het dossier op Europees niveau ingediend zou moeten hebben met het oog op het verkrijgen van de « AVP-vrije status » en dat de Europese beslissing dienaangaande de opheffing van huidig besluit mogelijk zou moeten maken ;

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° handmatige bosbouwwerkzaamheden of met handgereedschap : de verrichtingen van inventarisatie en markering van hout, vrijmaking, aanplantingen, snoeien, de uitvoering van dunningen, alsook het onderhoud van de jachtinfrastructuur met alle conventionele handgereedschappen en, indien nodig, met gemechaniseerde handgereedschappen die uitsluitend beperkt zijn tot de bosmaaier en de kettingzaag ;

2° bosuitbating : het deel van de uitbating in de zin van artikel 3, 10°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, beperkt tot het omhakken, uitslepen en weghalen van rondhout of kruinen van naald- en loofbomen, en de dringende kapping in de zin van artikel 3, 8°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek;

3° bedrijfstuigen: mechanische tuigen die specifiek bestemd zijn voor de bosuitbating, zoals velmachines, uitsleepmachines, uitrijwagens, enz. ;

4° baan : de baan in de zin van artikel 3, 24°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek;

5° weg : de weg in de zin van artikel 3, 7°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek;

6° pad : het pad in de zin van artikel 3, 25°, van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek;

7° Boswetboek : het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek ;

**Art. 2.** In afwijking van de artikelen 19 tot 23 en 27 van het Boswetboek is het éénieder verboden zich in de bossen en wouden te verplaatsen buiten de banen, wegen en paden in de bossen en wouden in de zin van artikel 2 van het Boswetboek aan de binnenkant van de buitengrenzen van het geïnfecteerd gebied zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van het Waals Gewest van 16 juli 2020 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.

De eventuele toegangsmachtigingen, buiten de banen, wegen en paden om, verkregen op grond van voornoemde artikelen voor de datum van bevestiging van het eerste geval van Afrikaanse varkenspest in het Waalse Gewest, ofte 13 september 2018, worden opgeschort.

Gemachtigd tot afwijking van het verbod van lid 1 zijn enkel, binnen de perken van de handelingen die strikt nodig zijn voor de beheersing van Afrikaanse varkenspest, o.a. het opsporen van nieuwe haarden, de vernietiging van wilde zwijnen en het verwijderen van karkassen van dood of gedood aangetroffen wilde zwijnen, en op voorwaarde dat zij de aanbevelen bioveiligheidsmaatregelen in acht nemen als bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen en dat zij de ontsmetting uitvoeren zoals bedoeld in artikel 8 van dit besluit om de verspreiding van de ziekte te voorkomen : het personeel van het Departement Natuur en Bossen en van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst en iedere persoon, gemandateerd door deze departementen, de jachtrechthouders en hun beëdigde opzichters, de eigenaren, het personeel van het Sanitair toezichtsnét voor Wild in Wallonië, het personeel van de burgerbescherming, het personeel van de diensten van de sanitaire ordehandhaving, het personeel van federale en lokale politie, het personeel van de administraties of van gespecialiseerde ondernemingen, belast met het installeren van een omheining om de verplaatsingen van wilde zwijnen in het gecontamineerde gebied te beperken.

Die personen is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de in artikel 8 bedoelde reinigings- en ontsmettingsmaatregelen. Voor al deze personen geldt dat geen enkel materiaal (schoeisel, kleding, uitrustingen, voertuigen) dat in het besmette gebied wordt gebruikt, een varkenshouderij of een gebied waar tamme varkens worden gehouden, mag binnenkomen.

**Art. 3.** In afwijking van artikel 2 worden de interventies die niet verband houden met de beheersing van Afrikaanse varkenspest en die een toegang, buiten de wegen om, tot de bossen en wouden van het gecontamineerde gebied vereisen, tegen volgende voorwaarden toegelaten:

1° de interventie wordt verricht in de uitoefening van hun ambt door de hulpdiensten, door de burgerbescherming, de politiediensten, de beambten en beheerders van de watertoevoernetten of gas- of elektriciteitsnetten, door de beambten van Infrabel en door de werknemers van mobiele telefonie-operatoren, door de beambten of afgevaardigden van gemeenschapsinfrastructuren of infrastructures van openbaar nut en door het personeel van het wegonderhoud;

2° behoudens spoedeisende gevallen waarbij mensenlevens in gevaar zijn, wordt van de interventie vooraf kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

3° de toegang tot de plaats van interventie gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

4° de voertuigen, het materieel, het schoeisel en de uitrusting van betrokken actoren, gebruikt voor de interventie, die de wegen verlaten hebben worden gereinigd en ontsmet door betrokkenen overeenkomstig artikel 8 ;

5° bij het aantreffen van een kadaver of een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer van de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

6° voor de betrokkenen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de reinigings- en ontsmettingsmaatregelen of iedere interventie in geïnfecteerd gebied;

7° materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, tuigen, enz. die in het besmet gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan betrokkenen de toegang ontzegd worden.

**Art. 4.** In afwijking van artikel 2 kan het verkeer buiten de wegen in de bossen en wouden in de zin van artikel 2 van het Boswetboek, voor de bosuitbating, tegen volgende voorwaarden toegelaten worden:

1° de toegang tot de jachtplaats gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

2° voorafgaand aan elke interventie in de besmette zone volgen de betrokkenen een specifieke door Wallonië verstrekte opleiding in bioveiligheid;

4° er wordt geen enkele toegang toegelaten tussen de periode vervat tussen het officieel uur van zonsondergang tot het officieel uur van zonsopgang, behoudens voor het opsporen van gewond wild mits voorafgaandelijk contact met de houtvester ;

4° de voertuigen, het materieel, het schoeisel en de uitrusting van betrokken actoren, gebruikt voor de interventie, die de wegen verlaten hebben worden gereinigd en ontsmet door betrokkenen overeenkomstig artikel 8 ;

5° bij het aantreffen van een kadaver of een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer van de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

6° voor de betrokkenen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de reinigings- en ontsmettingsmaatregelen of iedere interventie in geïnfecteerd gebied;

7° materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, tuigen, enz. die in het besmet gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

**Art. 5. § 1.** In afwijking van artikel 2 kan het verkeer buiten de wegen in de bossen en wouden in de zin van artikel 2 van het Boswetboek, voor het verrichten van handmatige bosbouwwerkzaamheden of werkzaamheden met handgereedschap tegen volgende minimumvoorwaarden toegelaten worden:

1° een voorafgaandelijke kennisgeving die overeenstemt met het model van bijlage I wordt door de professionele bosuitbater, de boseigenaar of diens gemachtigde, de jager of diens gemachtigde, overgemaakt aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen, minstens 3 werkdagen vóór aanvang van de handmatige bosbouwwerkzaamheden of werkzaamheden met handgereedschap; deze kennisgeving dekt een toegangsperiode van maximaal een maand vanaf de datum van toezending ervan; een nieuwe kennisgeving kan ten minste 3 werkdagen voor het einde van deze periode worden verzonden om het toegangsrecht te verlengen;

2° de toegang tot de plaats van de bosbouwwerkzaamheden gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

3° voorafgaand aan elke interventie in de besmette zone volgen de betrokkenen een specifieke door Wallonië verstrekte opleiding in bioveiligheid;

4° er is geen toegang toegestaan in de periode tussen een uur vóór de officiële zonsondergang en een uur na de officiële zonsopgang;

5° aan het einde van elke interventie worden de voertuigen, het materieel, het schoeisel en de uitrusting van de betrokkenen voor handmatige bosbouwwerkzaamheden die de verharde wegen hebben verlaten, gereinigd en ontsmet door de betrokkenen overeenkomstig artikel 8;

6° bij het aantreffen van een kadaver of een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer van de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

7° voor de betrokkenen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de reinigings- en ontsmettingsmaatregelen of iedere interventie in geïnfecteerd gebied;

8° materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, tuigen, enz. die tijdens handmatige bosbouwwerkzaamheden in het besmet gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.



§ 2. In afwijking van artikel 2 kan het verkeer buiten de wegen in de bossen en wouden in de zin van artikel 2 van het Boswetboek, voor de uitvoering van voorbereidende werkzaamheden en het uitdunnen via vermalen met een tolbreker of het schilderen met inbegrip van schootslijnen voor de jacht, tegen volgende minimumvoorwaarden toegelaten worden:

1° een voorafgaandelijke vergunningsaanvraag die overeenstemt met het model van bijlage II wordt door de professionele bosuitbater, de bouseigenaar of diens gemachtigde overgemaakt aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

2° de territoriaal bevoegde houtvester stelt de interveniënt zo spoedig mogelijk en uiterlijk tien werkdagen na de datum van verzending van de aanvraag in kennis van zijn beslissing over de ingediende aanvraag; de vergunning geldt voor een toegangsperiode van maximaal één maand vanaf de datum van afgifte van de vergunning; vóór het einde van deze termijn kan een nieuwe vergunningsaanvraag worden ingediend met het oog op een verzoek om verlenging van het toegangsrecht;

3° de toegang tot de plaatsen van de bosbouwwerkzaamheden gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

4° voorafgaand aan elke interventie in de besmette zone volgen de betrokkenen een specifieke door Wallonië verstrekte opleiding in bioveiligheid;

5° er is geen toegang toegestaan in de periode tussen een uur vóór de officiële zonsondergang en een uur na de officiële zonsopgang;

6° het schoeisel en de uitrusting van de betrokkenen, evenals de voertuigen en de uitrusting die de verharde wegen verlaten hebben, gebruikt voor de het vermalen met een tolbreker of het schilderen, gereinigd en ontsmet door de betrokkenen overeenkomstig artikel 8;

7° bij het aantreffen van een kadaver of een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer van de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

8° voor de betrokkenen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeëntwintig uur volgend op de reinigings- en ontsmettingsmaatregelen of iedere interventie in geïnfecteerd gebied;

9° materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, tuigen, enz. die tijdens het vermalen met een tolbreker of het schilderen in bos of woud, in het besmet gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

§ 3. Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet in acht worden genomen door de persoon die de kennisgeving heeft ingediend, kan de indiening van iedere nieuwe kennisgeving voor de uitvoering van de werken bedoeld in dit artikel verboden worden, en van iedere afwijking van het verkeersverbod buiten de wegen, paden en wegels in AVP-geïnfecteerd gebied bedoeld bij dit besluit tot dat België de status AVP-vrij teruggekregen heeft.

**Art. 6.** In afwijking van artikel 2 kan het verkeer buiten de banen, wegen en paden in de bossen en wouden in de zin van artikel 2 van het Boswetboek, voor de bosuitbating, daaronder inbegrepen de uitbating van stookhout door particulieren, tegen volgende minimumvoorwaarden toegelaten worden:

1° een voorafgaandelijke vergunningsaanvraag die overeenstemt met het model van bijlage II wordt door de professionele bosuitbater, de bouseigenaar of diens gemachtigde, of de particulier die kavel stookhout in geïnfecteerd gebied heeft aangekocht, overgemaakt aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

2° de territoriaal bevoegde houtvester stelt de interveniënt zo spoedig mogelijk en uiterlijk tien werkdagen na de datum van verzending van de aanvraag in kennis van zijn beslissing over de ingediende aanvraag; de vergunning geldt voor een toegangsperiode van maximaal één maand vanaf de datum van afgifte van de vergunning; vóór het einde van deze termijn kan een nieuwe vergunningsaanvraag worden ingediend met het oog op een verzoek om verlenging van het toegangsrecht;

3° de toegang tot de bestanden gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

4° voorafgaand aan elke interventie in de besmette zone volgen de betrokkenen een specifieke door Wallonië verstrekte opleiding in bioveiligheid;

5° er is geen toegang toegestaan in de periode tussen een uur vóór de officiële zonsondergang en een uur na de officiële zonsopgang;

6° het schoeisel en de uitrusting van de betrokkenen, evenals de voertuigen en de uitrusting die de verharde wegen verlaten hebben, gebruikt voor de bosuitbating, worden gereinigd en ontsmet door de betrokkenen overeenkomstig artikel 8;

7° de ontsmetting van de bedrijfstuigen van de professionele bosuitbaters en van de eventuele diepladers gebruikt om bedrijfstuigen binnen het besmette gebied te verplaatsen is verplicht en wordt uitgevoerd, voordat het besmette gebied wordt verlaten, op kosten van de diensten van de Regering van het Waalse Gewest, op basis van de overheidsopdracht dat de SPW (Waalse Overheidsdienst) met een gespecialiseerd bedrijf heeft gesloten; een attest van voltooiing van de ontsmetting van de bedrijfstuigen wordt door het gespecialiseerde bedrijf verstrekt en wordt door de betrokkene aan het einde van de ontsmettingsprocedure aan de administratie overhandigd;

8° bij het aantreffen van een kadaver of een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer van de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

9° voor de betrokkenen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeëntwintig uur volgend op de reinigings- en ontsmettingsmaatregelen of iedere interventie in geïnfecteerd gebied;

10° materialen, machines, uitrusting, werkkleding, schoeisel, voertuigen, andere bedrijfstuigen, enz. die voor de bosuitbating in het besmette gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

Aangezien uitbatingen in vochtige gebieden als meer risicovol worden beschouwd, gelden voor hen de volgende aanvullende voorwaarden:

1° in een strook van vijftientig meter rondom bronnen en sijpelingszones, een strook van honderd meter rond winputten of een strook van honderd meter rond stuwdammeren, alsook op veenachtige en paraveenachtige bodems zoals bepaald op de bodemkundige kaart van Wallonië, kan alleen de uitbating van de door schorskevers aangetaste sparrenbestanden of windworp van sparrenbestanden worden toegestaan;

2° op een strook van vijftientig meter aan weerszijden van waterlopen, en op hydromorfe bodems met een permanente grondwatertafel zoals afgebakend op de pedologische kaart van Wallonië, kan elke uitbating worden toegestaan, ter beoordeling van de territoriaal bevoegde houtvester en onder de door hem bepaalde voorwaarden.

De niet-nakoming van de in dit artikel bedoelde verplichtingen heeft tot gevolg dat elke verdere aanvraag tot machtiging en afwijking van het verbod op het verkeer buiten de wegen en paden in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied wordt geweigerd totdat België zijn status als vrij van Afrikaanse varkenspest terugkrijgt.

**Art. 7.** Verkeer over de wegen en paden die door bossen en wouden heen lopen, gelegen aan de binnenkant van de omtrek van het gecontamineerd gebied zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen wordt toegelaten mits naleving van de volgende voorwaarden:

1° behoudens in de hypothesen van de artikelen 2 en 3 of bij rechtstreekse toegang tot een gebouw zoals een woonst, een tweede verblijf, een camping, een vakantiewoning, een restaurant, een museum, een kasteel of een erfgoedsite wordt geen enkel verkeer gemachtigd tijdens de periode vervat tussen het officieel uur van zonsondergang en het officieel uur van zonsopgang ;

2° bij het aantreffen van een kadaver of een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer van de territoriaal bevoegde boswachter of bij gebrek het nummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

3° voor de in dit artikel bedoelde gebruikers is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënveertig uur volgend op het bezoek aan het besmette gebied;

4° honden of andere gezelschapsdieren die uitgelaten werden in het geïnfecteerd gebied, evenals trek, last, rij of fokdieren, materialen, machines, fietsen, aanhangwagens, uitrusting, kleding, schoeisel, voertuigen, gereedschap enz. die door de in dit artikel bedoelde gebruikers in het geïnfecteerd gebied worden gebruikt, mogen niet op een varkensfokkerij worden binnengebracht.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan bedoeld Departement de toegang van de betrokken personen in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied verbieden totdat België zijn status als vrij van deze ziekte terugkrijgt.

**Art. 8.** Wanneer dit besluit een desinfectie oplegt, zijn volgende minimummaatregelen van toepassing :

1° voor het materieel en de voertuigen (in het begrip van voertuigmatten, wielen en carrosseriebodems) wordt de ontsmetting, bij toegang buiten de wegen, op volgende wijze uitgevoerd vòòr het uitrijden van het geïnfecteerd gebied :

a) elk spoor van aarde wordt verwijderd, indien nodig met de borstel ;

b) er wordt een eerste keer met zeepwater gereinigd ;

c) de eigenlijke desinfectie gebeurt dan met een besproeiing met een oplossing met virusdodende middelen toegelaten volgens Verordening nr. 528/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 22 mei 2012 betreffende het op de markt aanbieden en het gebruik van biociden waarvan de doeltreffendheid in de bestrijding van het virus veroorzaker van de Afrikaanse varkenspest is bewezen ;

2° laarzen en schoeisel worden, naast gereinigd en ontsmet, opgeslagen in het voertuig in een daartoe voorziene plastic zak of doos : daarna worden ze een hele nacht in een tegen 10% verdunde oplossing ondergedompeld van zuiver natriumhypochloriet (NaClO) in een zout/wateroplossing (NaCl) (type bleekwater) ;

3° voor de personen :

a) zo snel mogelijk wordt een douche genomen ;

b) de gedragen kledij wordt op een hoge temperatuur gewassen : als de prospectie over meerdere opeenvolgende dagen gespreid wordt, kan het wassen van de kledij op het einde van de periode gebeuren, maar de kledij wordt enkel voor de prospectie gebruikt ;

c) bij aanraking met een wild zwijn wordt de gedragen kledij de dag zelf op minstens 60° gewassen.

**Art. 9.** Het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, wordt opgeheven.

**Art. 10.** Niet vervallen vergunningen die zijn afgegeven op basis van het ministerieel besluit van 11 mei 2020 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, blijven geldig tot hun vervaldatum, zonder dat ze op basis van dit besluit hoeven te worden verlengd.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt van kracht te zijn op 31 maart 2021.

Namen, 10 augustus 2020.

C. TELLIER

Bijlage I bij het ministerieel besluit van 10 augustus 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

**KENNISGEVING BOSBOUWERKEN  
IN GEBIED GEÏNFECTEERD MET AFRIKAANSE VARKENSPEST**

(Artikel 5, §1, van het ministerieel besluit van 10 augustus 2020)

*Dit document dient te worden gericht aan het Department natuur en bossen, in de persoon van de territoriaal bevoegde houtvester*

Overeenkomstig artikel 5, §1, van het ministerieel besluit van 10 augustus 2020 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van de Afrikaanse varkenspest te beperken, geef ik, ondergetekende, kennis van mijn voornemen om in het besmette gebied buiten de wegen, paden en wegen te rijden met het oog op de uitvoering van bosbouwwerkzaamheden:

NAAM		VOORNAAM	
FIRMA			
ONDERNEMING SNR			
NR HANDELSREGIS TER			
ADRES			
TELEFOON			
E-MAIL			
<p><b>AARD VAN DE OVERWOGEN WERKEN, die zullen worden uitgevoerd op handmatige wijze of met handgereedschap :</b></p> <p><input type="checkbox"/> Inventaris- of houtmerkverrichtingen</p> <p><input type="checkbox"/> Uitdunningen</p> <p><input type="checkbox"/> Aanplantingen</p> <p><input type="checkbox"/> Takken uitdunnen of snoeien</p> <p><input type="checkbox"/> Dunningen</p> <p><input type="checkbox"/> Onderhoud van een jacht</p> <p><input type="checkbox"/> Autres (<i>à préciser</i>) :</p> <p>Ik verbind me ertoe, noch zelf, noch via mijn eventuele onderaannemers gemechaniseerde gemechaniseerde werken uit te voeren van het type vermalen met een tolbreker of schilderen: <input type="checkbox"/></p>			
<p><b>BETROKKEN OMTREK :</b></p> <p><input type="checkbox"/> Publiek bos Eigendom/Compartiment/Perceel :</p> <p><input type="checkbox"/> Privé-bos Kadastraal perceel/afgebakend gebied op bijgevoegde kaart (1/10.000<sup>e</sup>) :</p>			
<p><b>AFGELEGD TRAJECT (meest directe berijdbare weg) :</b></p>			
<p><b>TOEGANGSDATUMS (minstens 3 werkdagen na de datum van verzending van deze kennisgeving en tijdens een maximumperiode van één maand te rekenen van deze verzendingsdatum) :</b></p>			

Ik verbind me ertoe de volgende voorwaarden, die in het beschikkende gedeelte van het besluit worden opgenomen, na te leven en te doen naleven door mijn eventuele onderaannemers:

- De toegang tot de bestanden zal overeenkomstig de bepalingen van het besluit gebeuren;
- Er zal geen nachtarbeid verricht (in het bijzonder één uur vóór de zonsondergang tot één uur na de zonsopgang volgens de dagelijkse uren van zonsopgang en -ondergang), gelet op de uitroeiingsmaatregelen die voor wilde zwijnen in het besmette gebied zullen worden voortgezet;
- Alle operatoren zullen ervoor zorgen dat ze een voorafgaande bioveiligheidsopleiding volgen die door de administratie wordt georganiseerd;
- Alle operatoren zullen ervoor zorgen dat de ontsmettingsmaatregelen met betrekking tot het schoeisel, kleding en uitrustingen dagelijks worden nageleefd, overeenkomstig de instructies in artikel 8 van het besluit;
- De gebruikte voertuigen en machines zullen na afloop van iedere interventie worden gereinigd en ontsmet, overeenkomstig de instructies in artikel 8 van het besluit;
- Het is formeel verboden voor de operatoren om in contact te komen met een varkenshouderij of tamme varkens binnen 72 uur na de bij artikel 11 opgelegde reiniging en ontsmetting, en geen materiaal (schoeisel, kleding, uitrustingen, voertuigen) dat in het besmette gebied wordt gebruikt, mag op een varkenshouderij of in een gebied waar tamme varkens worden gehouden, worden binnengebracht;
- Bij het aantreffen van een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de bevoegde houtvester (of bij ontstentenis het telefoonnummer 1718) zal onmiddellijk worden verwittigd; De werkzaamheden zullen worden opgeschort tot de ontvangst van de resultaten van de analyses, en tot nader order als het karkas viropositief blijkt te zijn.

Ik ben mij ervan bewust dat de niet-naleving van bovenvermelde verbintenissen ertoe zal leiden dat ik niet langer zal kunnen genieten van enige afwijking van het verbod van het verkeer buiten de wegen, paden en wegen in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied, totdat België zijn AVP-vrije status terugkrijgt:

Ik erken dat deze kennisgeving mij niet vrijstelt van de naleving van de geldende regelgeving, met name als het gaat om een Natura 2000-gebied, een gebied waar beschermde soorten zijn opgenomen, of als het oversteken van een waterloop noodzakelijk is:

Opgemaakt te ....., op ...../...../.....

Handtekening

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 10 augustus 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

Namen, 10 augustus 2020.

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Bijlage II bij het ministerieel besluit van 10 augustus 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

**VERGUNNINGSAANVRAAG BOSUITBATINGEN,  
VERMALEN OF SCHILDEREN,  
IN GEBIED GEÏNFECTEERD MET AFRIKAANSE VARKENSPEST**  
(Artikelen 5, §2, en 6 van het ministerieel besluit van 10 augustus 2020)

*Dit document dient te worden gericht aan het Department natuur en bossen, in de persoon van de territoriaal bevoegde houtvester.*

Overeenkomstig artikel 5, §2, en 6 van het ministerieel besluit van 10 augustus 2020 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van de Afrikaanse varkenspest te beperken, geef ik, ondergetekende, kennis van mijn voornemen om in het besmette gebied buiten de wegen, paden en wegen te rijden met het oog op de uitvoering van:

- een bosuitbating
- vermalingswerken
- schilderwerken.

NAAM		VOORNAAM	
FIRMA			
ONDERNEMINGS NR			
NR HANDELSREGISTER			
ADRES			
TELEFOON			
E-MAIL			
<b>BETROKKEN OMTREK :</b> <b>Publiek bos Eigendom/Compartiment/Perceel :</b> <input type="checkbox"/> <b>Privé-bos Kadastraal perceel/afgebakend gebied op bijgevoegde kaart (1/10.000e):</b>			
<b>AFGELEGD TRAJECT (meest directe berijdbare weg):</b>			
<b>TOEGANGSDATUMS (maximumperiode één maand) :</b>			

Ik verbind me ertoe de volgende voorwaarden, die in het beschikkende gedeelte van het besluit worden opgenomen, na te leven en te doen naleven door mijn eventuele onderaannemers:

- De toegang tot de bestanden zal overeenkomstig de bepalingen van het besluit gebeuren;
- Er zal geen nachtarbeid verricht (in het bijzonder één uur vóór de zonsondergang tot één uur na de zonsopgang volgens de dagelijkse uren van zonsopgang en -ondergang), gelet op de uitroeiingsmaatregelen die voor wilde zwijnen in het besmette gebied zullen worden voortgezet;
- Alle operatoren zullen ervoor zorgen dat ze een voorafgaande bioveiligheidsopleiding volgen die door de administratie wordt georganiseerd;
- Alle operatoren zullen ervoor zorgen dat de ontsmettingsmaatregelen met betrekking tot het schoeisel, kleding en uitrustingen dagelijks worden nageleefd, overeenkomstig de instructies in artikel 8 van het besluit;
- De gebruikte voertuigen en machines zullen na afloop van iedere interventie worden gereinigd en ontsmet, overeenkomstig de instructies in artikel 8 van het besluit;
- De bedrijfstuigen moeten ontsmet worden voordat het besmette gebied wordt verlaten; de ontsmetting van de bedrijfstuigen van de professionele bosuitbaters en van de eventuele diepladers gebruikt om bedrijfstuigen binnen het besmette gebied te verplaatsen wordt uitgevoerd, op kosten van de diensten van de Regering van het Waalse Gewest, op basis van de overheidsopdracht dat de SPW (Waalse Overheidsdienst) met een gespecialiseerd bedrijf heeft gesloten; een attest van voltooiing van de ontsmetting van de bedrijfstuigen en in voorkomend geval van de diepladers wordt door het gespecialiseerde bedrijf verstrekt en wordt door de betrokkene aan het einde van de ontsmettingsprocedure aan de territoriaal bevoegde boswachter overhandigd;
- Het is formeel verboden voor de operatoren om in contact te komen met een varkenshouderij of tamme varkens binnen 72 uur na de bij artikel 11 opgelegde reiniging en ontsmetting, en geen materiaal (schoeisel, kleding, uitrustingen, voertuigen) dat in het besmette gebied wordt gebruikt, mag op een varkenshouderij of in een gebied waar tamme varkens worden gehouden, worden binnengebracht;
- Bij het aantreffen van een karkas van wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en de bevoegde houtvester (of bij ontstentenis het telefoonnummer 1718) zal onmiddellijk worden verwittigd; De werkzaamheden zullen worden opgeschort tot de ontvangst van de resultaten van de analyses, en tot nader order als het karkas viropositief blijkt te zijn.

Ik ben mij ervan bewust dat de niet-naleving van bovenvermelde verbintenissen ertoe zal leiden dat ik niet langer zal kunnen genieten van enige afwijking van het verbod van het verkeer buiten de wegen, paden en wegen in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied, totdat België zijn AVP-vrije status terugkrijgt:

Ik erken dat deze kennisgeving mij niet vrijstelt van de naleving van de geldende regelgeving, met name als het gaat om een Natura 2000-gebied, een gebied waar beschermde soorten zijn opgenomen, of als het oversteken van een waterloop noodzakelijk is:

Kader voorbehouden aan administratie	Machtiging/Geen machtiging (nader bepalen): Eventuele bemerkingen :
--------------------------------------	--

Opgemaakt te ....., op ...../...../.....

Handtekening

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 10 augustus 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

Namen, 10 augustus 2020.

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER